



QN_1019 Démarche d'écoute des calédoniens

Présentation des phases qualitatives et quantitatives de l'étude

Préparé pour :

1

La demande formulée, les objectifs



La demande du ministère de l'outre-mer

Le ministère des Outre-Mer souhaite comprendre les craintes, les questionnements des calédoniens sur différentes thématiques, dans la perspective de l'avenir institutionnel de la Nouvelle Calédonie. La demande porte sur un ensemble de sujets, dont :

- L'avenir de la Nouvelle Calédonie et l'évolution institutionnelle;
- L'organisation économique et sociale de la Nouvelle Calédonie;
- La perception de notions, souvent utilisées mais peu explicitées, telles que la souveraineté, l'indépendance, et la dignité;
- Le champ des possibles pour l'avenir, ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas;
- Le positionnement des calédoniens face à la nationalité française, l'identité calédonienne et le vivre ensemble.

Une démarche qualitative exploratoire dans un premier temps, une étude quantitative dans un deuxième temps. Cette présentation regroupe les principales conclusions des deux étapes de cette étude. Deux rapports détaillés permettent d'approfondir les résultats si nécessaire.

2

Méthodologie de l'étude



Méthodologie

L'étude qualitative a été menée sous forme de dyades représentatives de la diversité calédonienne afin de favoriser les échanges tout en conservant un format « intimiste » propice à un discours libre, sans craindre le regard de l'autre. Les entretiens ont été menés par l'intermédiaire d'un support de recueil électronique afin de gérer des rotations aléatoires et limiter les biais. Cette approche permettait aussi de répondre de manière anonyme lorsque les répondants ne souhaitaient pas partager leur opinion avec l'intervieweur.

Le terrain a été conduit du 19 janvier au 10 février 2021. La durée moyenne des interviews était de 1h12' Les participants ont réservé un bon accueil à la démarche qui leur a permise de s'exprimer librement sur des sujets qui sont généralement peu évoqués dans les médias. **104 interviews** ont été réalisées.

L'étude quantitative a été réalisée à partir d'un échantillon stratifié par zone (afin d'assurer une représentativité de chaque zone). Au sein de chaque strate, des quotas sociodémographiques ainsi que des quotas basés sur les statistiques des listes électorales ont été suivis. L'étude est représentative de l'ensemble des corps électoraux de la Nouvelle Calédonie (LEG, LESP, LESC).

Au total **1 003 personnes** ont été interrogées du 12 février au 15 mars 2021. La durée moyenne des interviews est de 22 minutes. Les résultats sont représentatifs de la population étudiée selon les différentes zones étudiées. Simplement, les résultats ont été redressés selon la structure du vote observé au 4 octobre 2020.



Méthodologie (suite)

Pour la présentation des résultats, nous avons pris le parti de fusionner les résultats de l'étude qualitative et de l'étude quantitative. Nous avons ensuite réorganisé les chapitres afin d'obtenir une présentation qui suit le fil conducteur suivant :

- Le niveau de confiance actuel des calédoniens
- Les préoccupations pour l'avenir
- La société qu'ils souhaitent pour demain, le souhait de vivre ensemble
- Des aspirations à vivre ensemble mais une situation d'incompréhension entre les kanak et les non kanak
- Les sujets sensibles qui divisent les populations
- La place de la France pour les calédoniens
- La perspective du 3^{ème} référendum
- Au-delà des échéances référendaires, que souhaitent-ils ?

Pour chaque slide, la présentation identifie clairement la source utilisée dans un des coins (étude qualitative , quantitative  ou les deux .

En fin de présentation, une mise en perspective est proposée.

2

Synthèse des éléments recueillis

2.1

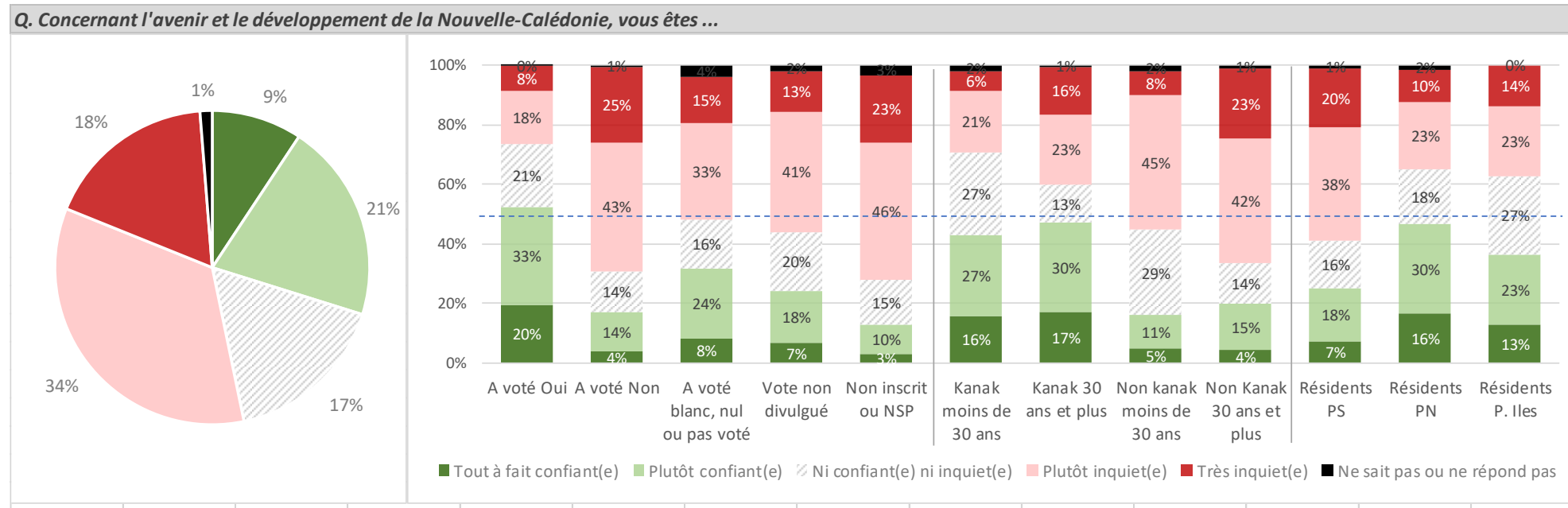
Une population inquiète, des préoccupations qui divergent mais avec l'espoir de pouvoir vivre ensemble

- i. Un niveau de confiance dégradé
- ii. Des préoccupations corrélées au positionnement vis-à-vis du référendum
- iii. Des évocations sur l'avenir qui diffèrent, mais le souhait de vivre ensemble dans une société où les calédoniens auront les mêmes droits
- iv. Un vivre ensemble qui reste cependant à construire ...
- v. ... dans une société qu'ils souhaitent plus juste



Un niveau de confiance dégradé

Sans surprise, les évocations spontanées pour s'exprimer sur l'avenir de la Nouvelle Calédonie font référence à la notion d'incertitude.



→ **52%** des calédoniens sont inquiets concernant l'avenir et le développement de la Nouvelle Calédonie, 30% sont confiants. La perception est clairement différente entre ceux qui sont favorables à l'indépendance de la Nouvelle Calédonie et ceux qui y sont opposés. On retrouve la même tendance, bien que moins marquée, pour la confiance dans leur situation personnelle et professionnelle (42% inquiets, 39% confiants).



Des préoccupations liées au positionnement vis-à-vis du référendum

Interrogés sur les deux principaux sujets qui les préoccupent, les calédoniens s'expriment de manière différente selon qu'ils sont favorables ou non à l'indépendance de la Nouvelle Calédonie.

A voté oui	A voté Non	Non inscrit LESC ou NSP	Kanak <30 ans	Kanak >30 ans	Non Kanak <30 ans	Non Kanak >30 ans	Résidents Prov. Sud	Résidents Prov. Nord	Résidents Prov. Iles
Education (50%)	Indépendance (44%)	Indépendance (46%)	Santé (48%)	Education (53%)	Economie (37%)	Indépendance (45%)	Indépendance (39%)	Education (48%)	Education (50%)
Santé (39%)	Economie (39%)	Economie (38%)	Education (46%)	Santé (41%)	Sécurité (34%)	Economie (40%)	Economie (36%)	Santé (40%)	Santé (36%)
Indépendance (30%)	Sécurité (35%)	Santé (32%)	Indépendance (30%)	Indépendance (28%)	Santé (33%)	Sécurité (34%)	Santé (31%)	Indépendance (29%)	Indépendance (29%)
Economie (25%)	Santé (25%)	Sécurité (28%)	Sécurité (21%)	Economie (26%)	Education (33%)	Santé (24%)	Sécurité (28%)	Economie (25%)	Economie (22%)

→ L'avenir institutionnel, la situation économique et la sécurité des biens et des personnes constituent les principales préoccupations des calédoniens qui sont opposées à l'indépendance. Pour ceux qui sont en faveur de l'indépendance, ces les thématiques de l'éducation, de la santé mais aussi l'avenir institutionnel qui sont mises en avant.



Des évocations sur l'avenir qui diffèrent, mais le souhait de vivre ensemble dans une société où les calédoniens auront les mêmes droits

La perception de l'avenir de la Nouvelle Calédonie diffère selon la vision qu'ils portent pour son évolution institutionnelle :

- **Pour les partisans de l'indépendance** : l'avenir sera synonyme de développement économique, de solidarité et d'une vie meilleure. En revanche, si la Nouvelle Calédonie reste française, de fortes inégalités (économiques et sociales) perdureraient. D'autre part, pour eux, la situation liée à la « colonisation » n'est pas réglée.
- **Pour ceux qui souhaitent le maintien de la Nouvelle Calédonie dans la France** : en cas d'indépendance, l'avenir sera associé à une diminution du niveau de vie, des violences entre les communautés et des exclusions, une partie de la population n'étant plus la bienvenue dans ce cas. A contrario, une Nouvelle Calédonie dans la France est une garantie du destin commun et des droits des calédoniens.

Malgré ces différences sur l'avenir institutionnel, les calédoniens expriment le souhait de pouvoir « vivre ensemble » dans la perspective d'un destin commun. Ainsi, **76%** souhaitent que tous les résidents aient les mêmes droits dans la société de demain et **62%** que tous puissent voter aux provinciales (36% veulent que cela soit réservé aux citoyens, avec une durée de résidence pour devenir citoyen de 11,5 ans).

Cette perception est cependant un peu plus nuancée pour ceux qui sont favorables à l'indépendance et les mélanésiens - kanak de moins de 30 ans. Pour ceux-ci, 31 et 36% estiment que l'on devra favoriser les natifs ou les mélanésiens - kanak.

Au-delà de ce souhait, il convient d'approfondir les notions liées au vivre ensemble ainsi que le type de société souhaité pour l'avenir.



Un vivre ensemble qui reste cependant à construire ...

79% des personnes interrogées se sentent calédoniens (dont 45% très fortement). Ce pourcentage est plus faible pour les personnes qui ne sont pas inscrites sur la LESC, en lien avec un sentiment d'exclusion exprimé par certains.

Lors de la phase qualitative, il s'est également un consensus sur le fait qu'il existe une identité calédonienne qui existe au travers des identités plurielles qui forment un tout.

Pour les personnes interrogées, cette identité calédonienne appelle deux notions importantes pour aboutir à une société apaisée dans laquelle le vivre ensemble sera une réalité :

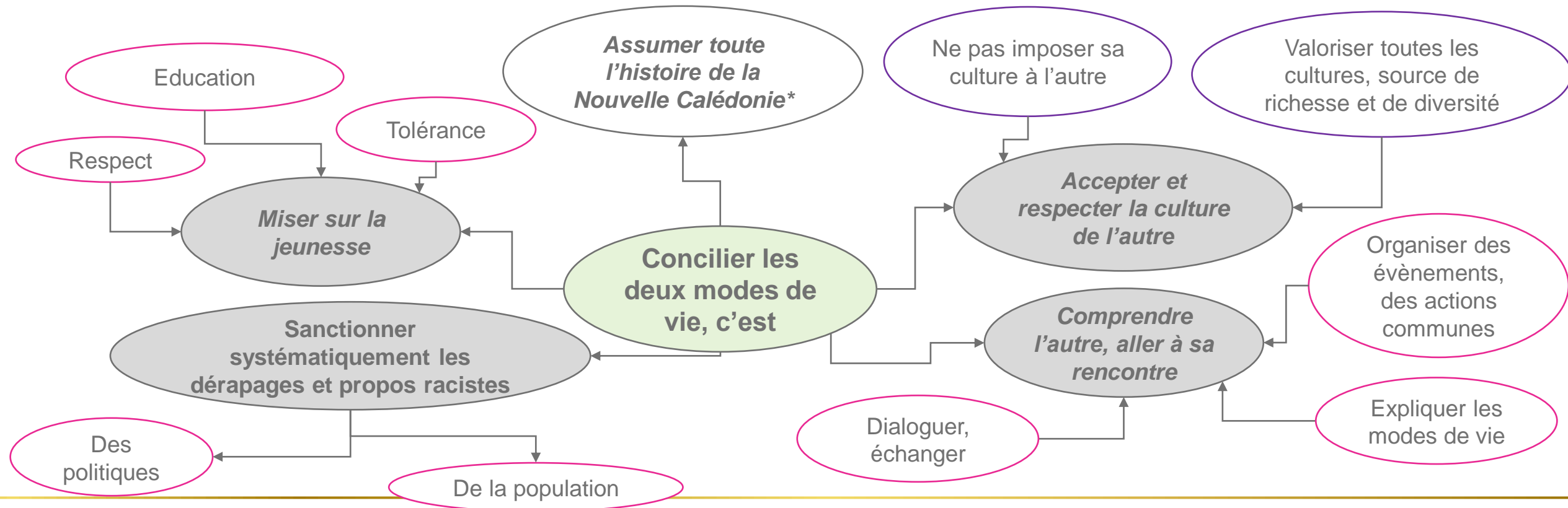
- **Concilier deux modes de vies** : océanien et occidental
- **Développer des points d'entrée** pour le vivre ensemble



Un vivre ensemble qui reste cependant à construire ... (suite)

Concilier deux modes de vie – océanien et occidental

Les personnes interviewées sont parfaitement conscientes du « fossé » qui peut exister entre un mode de vie océanien et un mode de vie plus européenisé. Ils sont également relativement convergents sur les solutions à apporter pour les concilier.





Un vivre ensemble qui reste cependant à construire ... (fin)

Développer des points d'entrée pour le vivre ensemble

Les améliorations souhaitées pour le vivre ensemble font référence à des thématiques proches de celles relatives à la conciliation de deux modes de vie différents.

Vision spécifique des personnes
qui sont en faveur de
l'indépendance

Par la découverte et le partage
des cultures

Par l'égalité des chances et
l'égalité d'accès à l'emploi

Éléments transverses, cités par tous

Par le respect et la tolérance vis-à-vis
de l'autre

En faisant preuve d'ouverture d'esprit (lié à la
possibilité de faire voyager les calédoniens pour
qu'ils s'ouvrent au monde)

En assumant notre histoire sans haine de l'autre

Par le métissage

Par le sport, élément fédérateur

Vision spécifique des personnes
qui sont opposées à l'indépendance

Par le dialogue et les échanges

En modérant les dérapages politiques

Grâce à la recherche d'une solution consensuelle

En ne stigmatisant pas l'autre

Par l'éducation (rôle des parents)


Vient découvrir 

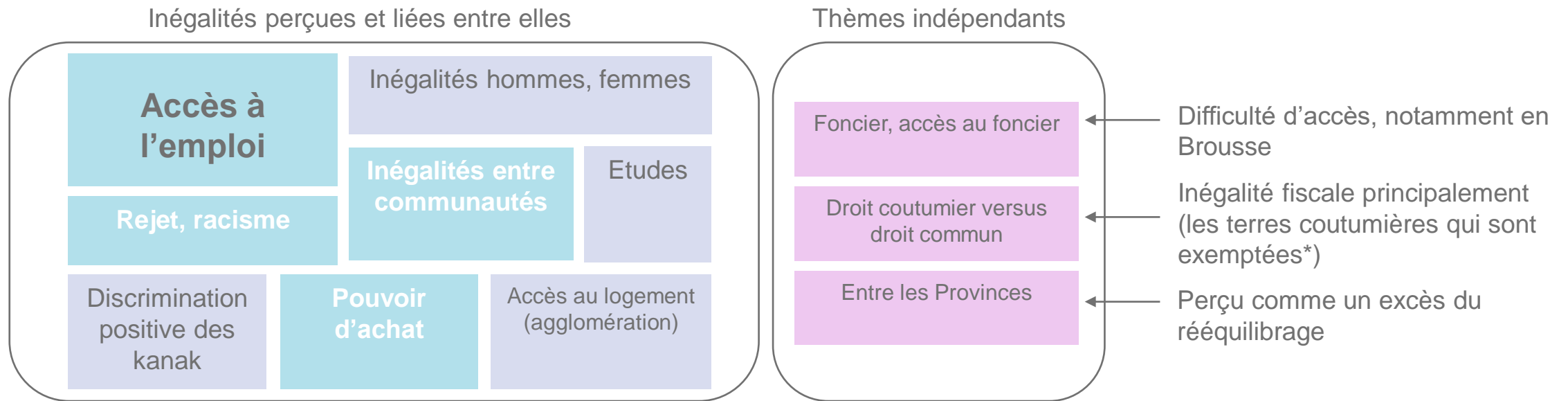
***2 manières d'exprimer la même idée qui ne
font pas écho chez l'autre ...***


Exprime toi 



... dans une société qu'ils souhaitent plus juste

Lors de la phase qualitative, les participants se sont exprimés sur Interrogés sur les inégalités qui sont présentes en Nouvelle Calédonie, ils ont exprimé plusieurs thèmes qui font ressortir les éléments suivants :



Ces inégalités perçues, pour celles qui sont liées entre elles, finissent par avoir un impact négatif sur le vivre ensemble. Elles auraient également tendance à éloigner les communautés les unes des autres.



... dans une société qu'ils souhaitent plus juste (suite)

L'accès à l'emploi est un thème central. Même si l'ensemble des participants s'exprime sur le sujet, ce thème est plus spécifiquement relié à la communauté mélanésienne - kanak (jeunes diplômés, jeunes déscolarisés, habitants en tribu). Derrière la problématique d'accès à l'emploi, on trouve plusieurs sous-thèmes :

- Pour les jeunes déscolarisés, il s'agit clairement de favoriser une communauté, la communauté mélanésienne - kanak. « *il faut prendre des mélanésiens pour travailler* », « *pouvoir avoir un travail pour les kanak* ». La notion d'accès à l'emploi est exprimée comme une discrimination positive à caractère ethnique. Ils ressentent aussi le regard négatif de l'autre lors de leurs démarches pour trouver un emploi « *moins de préjugés vis-à-vis des mélanésiens* ».
- Pour les autres personnes relevant de la LESC ou de la LESP⁶, le problème d'accès à l'emploi est directement lié au non respect de la loi sur l'emploi local, laissant ainsi des calédoniens sans emploi. « *loi sur l'emploi local non respectée* », « *des gens qui sont d'ici et qui sont diplômés n'ont pas de travail alors que des gens qui arrivent de France ont du boulot* » « *des calédoniens diplômés qui reviennent et qui ne trouvent pas de travail car il est occupé par des personnes étrangères au pays* ». Ces crispations sont également des facteurs de rejet vis-à-vis des non natifs.
- Pour les personnes qui ne sont pas inscrites sur la LESC, l'accès à l'emploi est également cité en lien avec une discrimination considérée comme injustifiée à leur égard, surtout pour ceux qui sont installés durablement en Nouvelle Calédonie.



... dans une société qu'ils souhaitent plus juste (suite)

L'éducation et la formation sont également des thèmes importants. Ils font référence à plusieurs sous-thèmes :

- L'inadaptation perçue d'un système éducatif qui ne tient pas compte des spécificités culturelles* « des formations mieux adaptées à chaque culture ». Pour eux, cela génère une inégalité des chances dès l'école. Ce thème est repris de manière un peu plus marquée par des personnes qui ne sont pas inscrites sur la LESC⁸
- L'inégalité des chances est également liée aux écarts de niveau de vie, avec le nécessaire accompagnement d'élèves qui n'ont pas la possibilité de se placer dans des conditions optimales pour leurs études. Pour les personnes qui s'expriment sur le sujet, cette inégalité est génératrice d'échec scolaire et de problèmes sociétaux par la suite.
- La démission de certains parents ou le manque de suivi des enfants (dont un manque d'éducation) sont également cités.
- Le manque de place dans certains établissements ou dans certaines filières qui est plus marqué* dans certaines zones, induisant des inégalités d'accès aux formations.
- L'inégalité perçue dans l'attribution des aides, notamment pour les personnes qui travaillent et qui sont juste au-dessus des seuils « *on paye des impôts et on n'est pas traité pareil* », « inégalités dans les attributions des bourses ».



... dans une société qu'ils souhaitent plus juste (suite)

Le pouvoir d'achat est également un thème qui est cité par une large partie des participants. Pour les personnes interrogées, il est la résultante d'une multitude de facteurs :

- Les écarts entre les revenus les plus élevés et les plus faibles sont trop importants générant des inégalités de répartition de la richesse créée dans le pays
- L'indexation a un effet négatif sur les prix et donc la vie chère
- Les écarts de salaires entre le secteur public et le secteur privé sont également une source d'inégalité.
- Le niveau des prix est lié à un système économique de type « *comptoir* » ainsi qu'à des rentes de situation créées par des monopoles. A ce niveau, « *la mainmise* » de certains groupes et familles sur l'économie est citée.
- L'absence de produits de première nécessité (le bouclier sur les prix n'a pas été cité) entraîne des prix élevés sur des produits de première nécessité « A Tahiti, le pain c'est 50F, ici c'est 150 F »

La thématique « *pouvoir d'achat* » fait aussi référence aux problèmes d'accès aux logements (trop coûteux au regard des revenus selon les personnes qui se sont exprimées). Ce sentiment de ne pas pouvoir accéder à un logement est exacerbé par la perception d'écarts de salaires considérés comme injustifiés entre les calédoniens.



... dans une société qu'ils souhaitent plus juste (suite)

Les inégalités hommes femmes ont également été citées. Cette thématique est justifiée de la manière suivante :

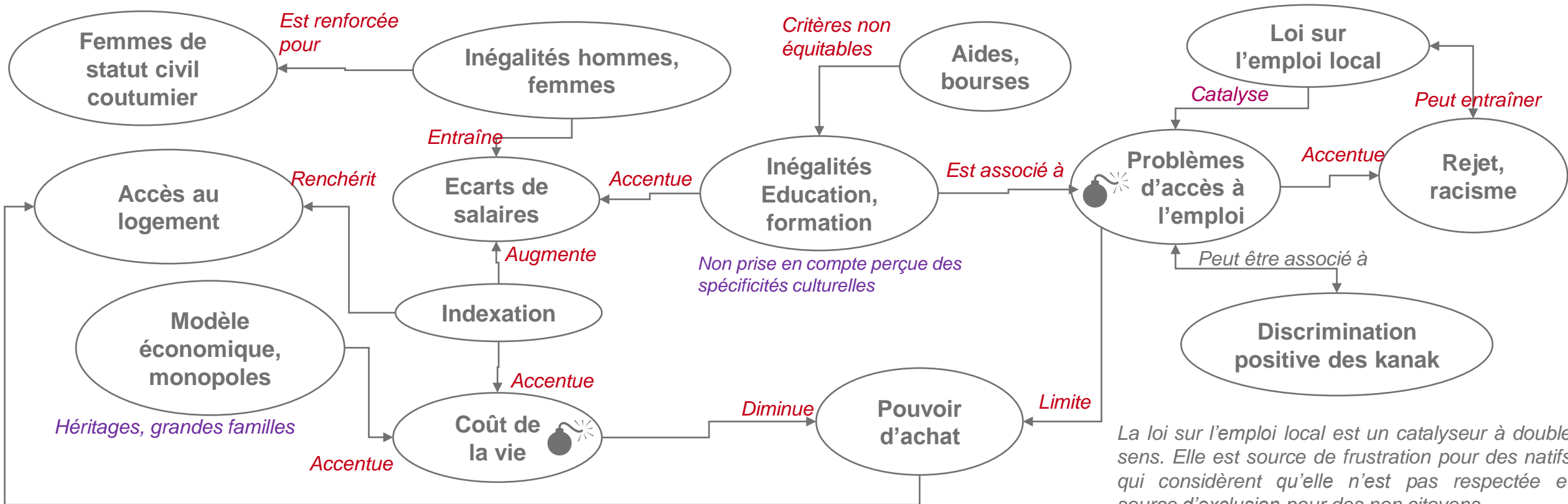
- Des inégalités dans l'accès aux responsabilités, des écarts de salaires
- Des inégalités dans l'accès à l'emploi
- Des violences faites à certaines femmes
- Une inégalité de droit pour les femmes relevant de statut civil coutumier et vivant en tribu. « *Si elle se sépare de son mari, elle perd ses enfants et sa terre* »

On peut ensuite mettre en relation une partie des thèmes identifiés. En effet, certains interagissent entre eux. Le schéma ci-après présente les relations que nous avons identifiées.



... dans une société qu'ils souhaitent plus juste (fin)

Pour les thématiques qui sont liées, les relations sont les suivantes :



La loi sur l'emploi local est un catalyseur à double sens. Elle est source de frustration pour des natifs qui considèrent qu'elle n'est pas respectée et source d'exclusion pour des non citoyens



2.2

Une population calédonienne qui aspire à l'unité mais qui se trouve dans une situation d'incompréhension dans sa relation avec la communauté mélanésienne - kanak

- i. Un délit de faciès ressenti d'un côté, reconnu de l'autre
- ii. Des mélanésiens - kanak qui se sentent discriminés dans l'accès à l'emploi et qui ont le sentiment, pour certains, ne pas être écoutés
- iii. Des non kanak qui ne comprennent pas la position des mélanésiens - kanak et qui estiment qu'il existe déjà une discrimination positive en leur faveur



Un délit de faciès ressenti d'un côté, reconnu de l'autre

Lors de l'étude qualitative, la notion de délit de faciès est exprimée de manière transverse, que l'on vote « Oui » ou « Non » au référendum d'autodétermination. Celui-ci s'exprime à différents niveaux :

Dans les loisirs

Un accès différencié aux établissements de nuit serait géré selon la communauté d'appartenance « ils ont interdit l'accès à notre groupe car une de nos amies étaient habillée en robe popinée ». « Les boîtes *de nuit de Nouméa sont plutôt sélectives sur l'allure des mélanésiens-kanak* ».

En lien avec l'insécurité perçue

Le climat d'insécurité perçu par certains sur l'agglomération induirait des raccourcis et des généralités « *Mélanésien = voleur* », « *Capuche = délinquant* ». Certains jeunes mélanésiens - kanak perçoivent par ailleurs assez mal des contrôles de police « *ciblés* », voire « *musclés* ».

En lien avec des préjugés

La méconnaissance du monde mélanésien – kanak serait associée à des préjugés de certains qui « *jugeraient sans connaître* ». Ces préjugés s'étendent jusqu'au monde du travail « *Un kanak diplômé sera moins bien vu qu'un autre, voire catalogué fainéant* ».



Un délit de faciès qui finit par affecter la perception des mélanésiens – kanak pouvant conduire en retour à un rejet des autres communautés.

Des mélanésiens - kanak qui se sentent discriminés dans l'accès à l'emploi et qui ont le sentiment, pour certains, ne pas être écoutés



Au-delà du délit de faciès qui est exprimé de manière transverse, d'autres thématiques génèrent des incompréhensions de part et d'autre.

L'accès à l'emploi
(vision exprimée par
les personnes qui
sont en faveur de
l'indépendance)

Comme vu précédemment, l'emploi local est un sujet de crispation chez les calédoniens. Pour les mélanésiens - kanak et les personnes en faveur du « Oui », l'emploi local est également une source de non respect des mélanésiens - kanak qui essayent de s'insérer socialement. Il s'exprime de plusieurs façons :

La nécessité d'une
discrimination
positive

Certains, minoritaires, pensent que l'accès à l'emploi doit revenir prioritairement aux mélanésiens - kanak et que l'absence de discrimination positive est un manque de respect à leur encontre. « *Les mélanésiens ne sont pas prioritaires pour certains postes* » « *On doit leur donner un travail* ».

La nécessaire prise
en compte de la
VAE⁹

Même s'ils sont moins diplômés ou pas diplômés, certains demandeurs d'emploi ont des compétences opérationnelles qui ne sont pas prises en compte dans les critères de sélection*.

Un respect de la loi
sur l'emploi local

Ce thème entraîne des crispations significatives, en lien avec des jeunes diplômés qui ne trouvent pas de travail alors que l'on embauche des « *gens d'ailleurs* ». A ce niveau, il est difficile de séparer les effets conjoncturels (crise économique) des effets structurels (non respect de la loi). Pour autant, les témoignages recueillis lors des entretiens relatent des situations détaillées et des exemples précis.

Des mélanésiens - kanak qui se sentent discriminés dans l'accès à l'emploi et qui ont le sentiment, pour certains, ne pas être écoutés (suite)



L'accès à l'emploi n'est pas la seule source de non respect perçu générant des incompréhensions. Une partie des personnes interviewées, principalement mélanésiennes – kanak, ont indiqué qu'elles n'étaient pas écoutées ni prises au sérieux par les autres communautés.

Le sentiment de n'être ni écoutés ni pris en compte

C'est une perception assez tranchée qui est expliquée par plusieurs sous thèmes :

Le sentiment de ne pas être pris au sérieux

Le dédain perçu est significatif « *on ne prend pas les mélanésiens au sérieux* », « *il y a un manque de confiance des autres* », « *Il y a un mépris vis-à-vis des mélanésiens* ». Il en résulte une situation de rapport de force « *On doit menacer de bloquer pour que l'on nous écoute* ».

Le sentiment de ne pas être suffisamment pris en compte dans leurs différences culturelles

Une problématique qui commence à l'école et qui se poursuit ensuite tout au long de la vie. Il existe un manque de passerelles entre les deux mondes (monde tribal, mélanésien versus le monde occidental). Cela génère une certaine inadaptation.

De manière plus politique, certains estiment que l'autorité de l'Etat n'est pas la seule en Nouvelle Calédonie et qu'il faut reconnaître ce fait « *nous avons notre pyramide avec le grand chef, les petits chefs, les chefs de clans. Nous avons notre autorité, il n'y a pas que l'autorité de Macron, nous avons nos autorités à nous aussi* ».



Des non kanak qui ne comprennent pas la position des mélanésiens - kanak et qui estiment qu'il existe déjà une discrimination positive en leur faveur

Face à cette perception de non respect qui fait référence, pour partie, aux spécificités du monde mélanésien – kanak, les autres communautés marquent leur incompréhension.

Pour les non kanak, le discours serait manipulé par certains politiques qui favoriseraient des croyances et une idéologie en contradiction avec la réalité. Certains estiment également qu'il s'agit d'un choix délibéré de s'exclure.

En réponse aux thématiques précédemment exprimées, les non kanak mettent en avant différents arguments pour indiquer que les kanak ne subissent pas de manque de respect (hormis le délit de faciès qui est une vision partagée)

La notion d'égalité de droits

Pour eux, les mélanésiens – kanak ne sont pas à l'aise avec la notion d'égalité des droits et veulent être favorisés. Cela entraîne une certaine frustration qui peut expliquer une partie du sentiment de non respect

La discrimination positive

Elle existe d'ores et déjà puisque l'organisation administrative et électorale de la Nouvelle Calédonie entraîne de facto une mise en avant des mélanésiens – kanak au-delà de leur représentativité électorale réelle liée à la volumétrie électorale provinciale.

La manipulation politique

Des politiques indépendantistes qui entretiennent la discorde et des croyances et idéologies fausses « *On entretient des barrières fictives entre les visions occidentales et mélanésiennes.* »

Une population qui s'exclut d'elle-même ?

« *Ils pensent qu'ils ont été mis de côté mais peut-être ont-ils choisi d'être à part ?* », « *Le spectre des événements de 84 et d'Ouvéa. Ils se sont mis en retrait, il y a du racisme et un certain refus de l'autre* ».

2.3

Des incompréhensions qui s'accroissent lorsque l'on aborde certains sujets

- i. La mise en valeur de la culture mélanésienne - kanak, un sujet crucial pour les uns, sujet traité pour les autres
- ii. Une histoire peu ou pas partagée
- ii. La période coloniale, un chapitre qui n'est pas clos. Un geste est attendu
- iii. La revendication foncière, un sujet sensible

La mise en valeur de la culture mélanésienne - kanak, un sujet crucial pour les uns, un sujet traité pour les autres



La mise en valeur de la culture mélanésienne – kanak et son développement constituent une autre source potentielle d'incompréhension entre les populations selon qu'elles sont impliquées ou concernées.

- **Impliquées** : D'un côté, les mélanésiens – kanak s'expriment sur la pratique de leur culture et sur leur identité (leur moi profond) ainsi que sur la crainte qu'elles disparaissent, entraînant de facto la disparition du peuple kanak.
- **Concernées** : De l'autre, les non kanak font référence à la mise en valeur de la culture kanak, à son exposition. Ils considèrent que beaucoup de choses ont été faites (centre culturel, développement des langues, intégration de la culture kanak dans les programmes scolaires) et ne comprennent pas pourquoi on leur « *rabâche* » encore ce thème.

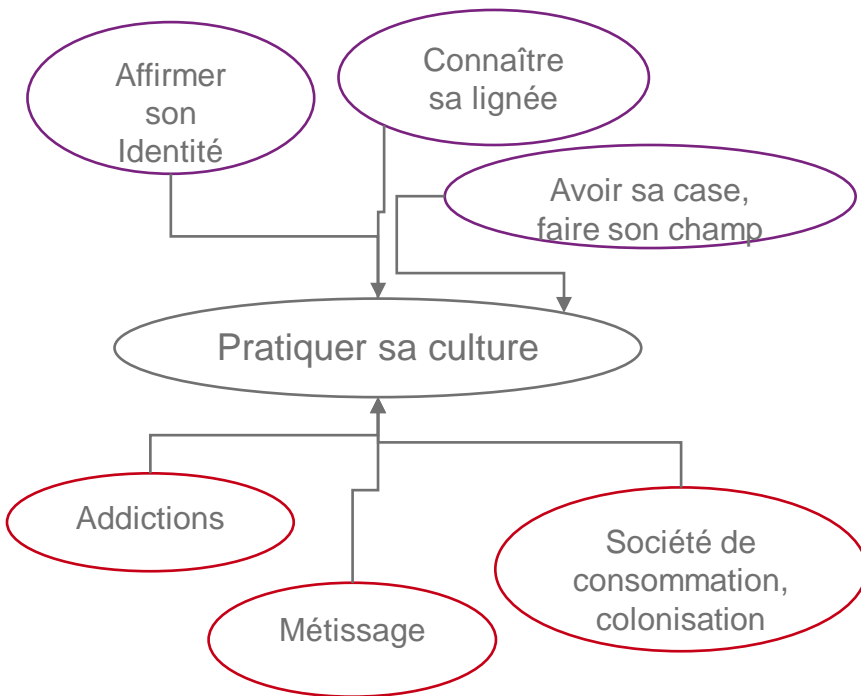
Ces deux notions sont source de division car les deux groupes ne parlent pas exactement de la même chose. Sur ce sujet, ils ne se comprennent pas du tout.



La mise en valeur de la culture mélanésienne - kanak, un sujet crucial pour les uns, un sujet traité pour les autres (suite)

Pour les mélanésiens – kanak, le mode de vie occidental porte une responsabilité mais pas seulement

La perte ou le recul de la culture mélanésienne – kanak trouve pour partie son origine dans l'assimilation de la société de consommation et, par ricochet, dans les effets de la colonisation qui a bouleversé les modes de vie. Il ne s'agit cependant pas des seuls facteurs qui sont mis en avant.



Pour ceux qui s'expriment sur le sujet, la culture mélanésienne – kanak est menacée par un ensemble de pertes de repères lié avant tout à l'intégration d'une partie de cette population dans un mode de vie occidental « *Ils sont pris par la civilisation, par les nouvelles technologies* » « *ils ne pratiquent plus leur culture, ils ne parlent plus la langue* » « *ils ne vont plus en tribu* ». Il manque aussi un foyer mélanésien - kanak sur Nouméa comme pour les autres communautés.

Les **addictions de la jeunesse** (alcool, cannabis) jouent également un rôle dans cette perte de repères.

La **démision des parents** concernés qui n'inculquent plus les valeurs de la coutume à leurs enfants est pointée du doigt « *manque de transmission, bâclage* », « *Les parents ne transmettent plus à leur enfants* ».

La **colonisation** est également citée « *trop rentrés dans le système français* », « *inhibés par la présence française* » « *rôle des missionnaires* ».

Enfin, en contradiction avec la notion de vivre ensemble et de brassage des cultures, une partie (certes minoritaire) attribue la perte de culture au métissage « *ils se sont mariés avec d'autres communautés* », « *métissage, les enfants n'ont pas leur culture* ».



La mise en valeur de la culture mélanésienne - kanak, un sujet crucial pour les uns, un sujet traité pour les autres (fin)

Pour les non kanak, le développement de la culture kanak ne serait pas le sujet puisque c'est une réalité

A contrario, les non kanak ne voient pas nécessairement un problème concernant le développement de la culture kanak. Pour eux, les choses sont claires. Ils justifient leur opinion de la manière suivante :

- Le développement et la mise en valeur de la culture mélanésienne kanak est une réalité. Ils sont libres d'exprimer leur culture et de nombreux lieux la mettent en valeur (Centre Culturel Tjibaou, Musée du quai Branly à Paris – Jacques Chirac, Musée de la Nouvelle Calédonie, place du Mwaka à Nouméa).
- Des moyens conséquents sont mis au service du développement de la culture mélanésienne – kanak, notamment dans le secteur éducatif. Pour certains, si perte il y a, c'est donc de leur propre responsabilité puisque les moyens sont là.
- L'identité et la culture mélanésienne – kanak sont respectées par les non kanak.
- Leur culture est vivante puisqu'ils continuent à faire la coutume.

Par ailleurs, certains pointent du doigt le lien entre la politique et la culture. Elle est associée à l'indépendance dans ce cas, ce qui ne favorise pas son partage ou sa diffusion, voire son acceptation.



Une histoire peu ou pas partagée

Enfin, quand on approfondit au-delà des notions culturelles, on aboutit à quelques commentaires pudiques, sur les liens entre la culture et l'histoire du pays.

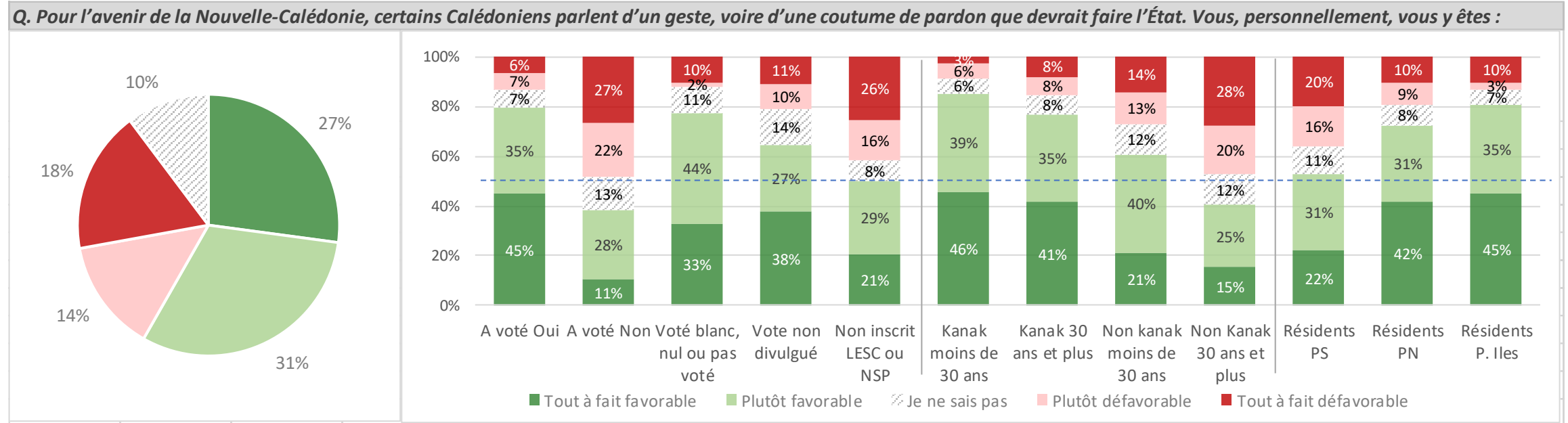
- Quelle est l'histoire du peuple mélanésien – kanak, en lien avec sa présence et son peuplement du pays ? « *A l'école, on parle peu de tout cela, l'histoire de Nouvelle Calédonie et l'histoire kanak* »
- Quel a été le rôle des missionnaires dans le bouleversement des structures et des modes de vie ?
- Mais également les « ombres et les lumières » de la période coloniale pour reprendre un extrait du préambule de l'accord de Nouméa.

Ces thématiques semblent « *tabou* ». Elles ont été évoquées furtivement mais n'ont pas été creusées par les participants. Cette chape de plomb a cependant des effets sur la situation actuelle.



La période coloniale, un sujet qui n'est pas clos. Un geste est attendu

Lors de l'étude quantitative, nous avons interrogé les calédoniens sur l'utilité d'un geste en relation avec la période coloniale **58%** des calédoniens y sont favorables.

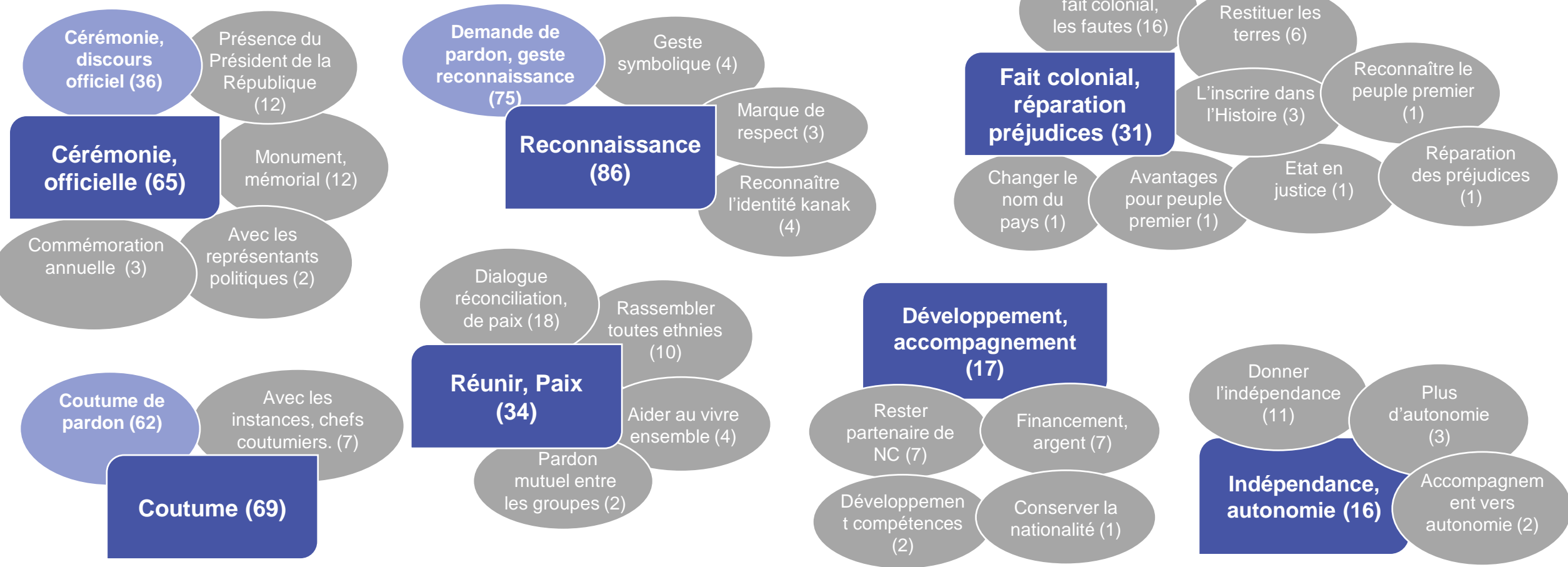


Les répondants en faveur de l'indépendance attendent un geste de pardon de la part de l'Etat. Les non indépendantistes sont plus nuancés, mais n'y sont pas totalement opposés. Les non Kanak de 30 ans et plus sont les plus réfractaires. Ceux qui s'expriment en faveur d'un geste, estiment qu'il devrait s'adresser à la fois au peuple autochtone et aux victimes de l'histoire.



La période coloniale, un sujet qui n'est pas clos. Un geste est attendu

Un geste de reconnaissance officiel, une coutume de pardon

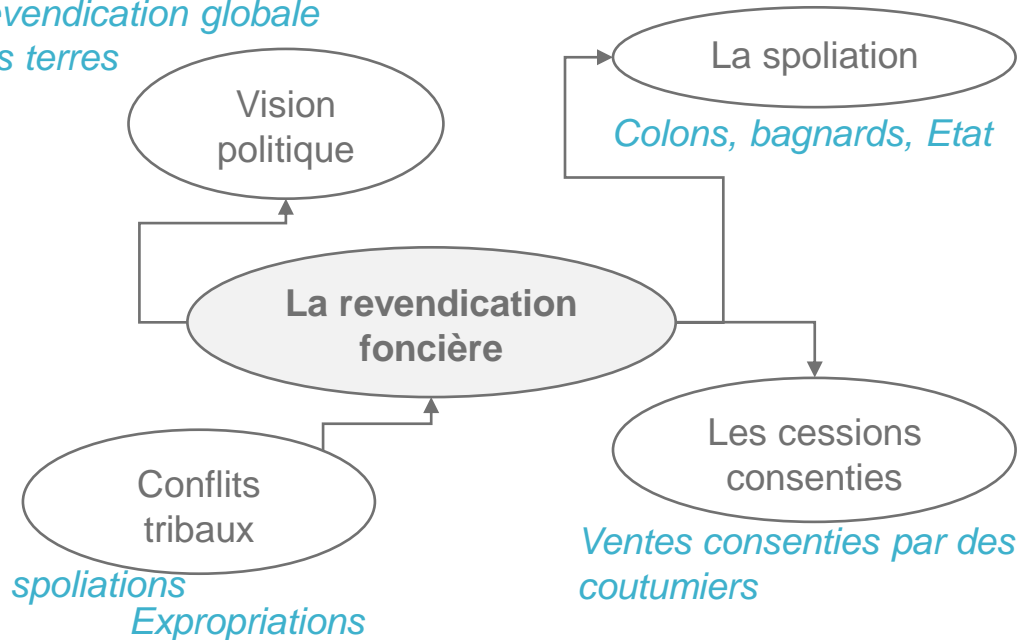




La revendication foncière, un sujet sensible

Le foncier fait référence à des éléments de revendication qui ne semblent pas complètement réglés et qui ne sont pas uniquement liés à une problématique foncier privé versus foncier coutumier. On distingue :

Revendication globale des terres



Une **référence politique**, minoritaire, qui porte sur l'ensemble des terres de la Nouvelle Calédonie au nom du retour aux « *légitimes propriétaires* ».

La **notion de spoliation** en lien avec les effets de la colonisation est également citée. A ce niveau, des questions se posent cependant sur la possibilité d'identifier les « *vrais propriétaires* » et délimiter les terres afférentes d'un point de vue spatial.

Quelques commentaires concernent la **cession de terres à des privés par des coutumiers**, au détriment de propriétaires fonciers et ce, sans palabre.

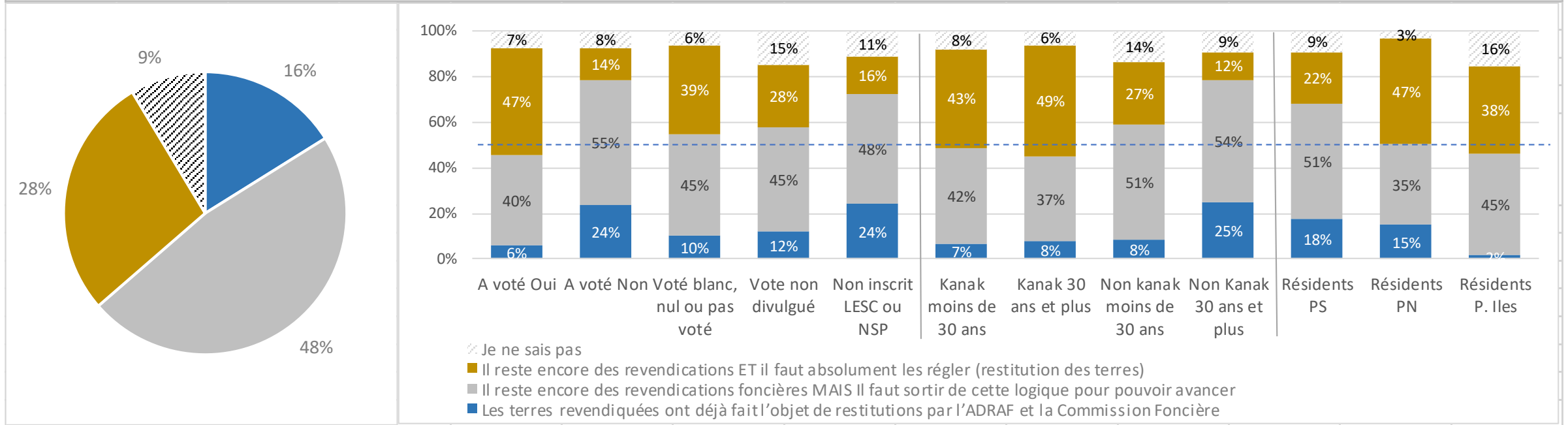
Enfin, la revendication porte également sur les **conflits au sein de la communauté mélanésienne – kanak** générant également des spoliations et des expropriations.



La revendication foncière, un sujet sensible (suite)

Lors de l'étude quantitative, nous avons évalué le poids de la revendication foncière auprès de la population. Il apparait que la revendication foncière ne serait pas totalement réglée pour la moitié des indépendantistes. L'autre moitié estime qu'il est préférable de sortir de cette logique de revendication pour avancer. Pour les électeurs opposés à l'indépendance et des non inscrits, c'est un débat qu'il faut clore.

Q. Concernant les terres et la revendication foncière, vous personnellement, que pensez-vous ?





La revendication foncière, un sujet sensible (fin)

Enfin, dans l'esprit d'une partie de la population, notamment chez ceux qui sont en faveur de l'indépendance, les terres devraient redevenir coutumières en cas d'accession à l'indépendance. Au contraire, pour ceux qui sont opposés à l'indépendance, il n'est pas question de remettre en cause la propriété privée. Chaque groupe avance des arguments pour justifier son opinion :

La propriété privée n'est pas négociable

Pour ceux qui ont acheté leur bien, le simple fait d'envisager une remise en cause de la propriété privée génère une forte crispation. Ils ne comprennent pas pourquoi ils devraient restituer leur bien alors qu'ils ont « *un titre d'acquisition* » et qu'ils « *ont mis toute leur vie à le payer* ». « *J'ai tout donné pour avoir mon terrain* » « *la propriété doit rester à celui qui a sué pour la mettre en valeur* ». Ils ont donc le sentiment qu'on leur « *vole* » un bien qu'ils ont eu du mal à acquérir pour eux et pour leurs enfants.

On peut discuter de l'évolution de la propriété privée

La négociation est en fait liée à un ensemble de sujets divers, sans lien réel entre eux :

- Négocier la « fiscalisation » des terres coutumières avec la mise en place d'un impôt foncier comme pour les terres privées.
- Négocier l'évolution du concept de propriété privée en tenant compte des composantes océaniques et européennes, inventer un droit intermédiaire nouveau
- Négocier le partage de la terre une fois qu'elle aura été préalablement restituée aux mélanésiens – kanak
- Négocier la restitution des terres spoliées lors de la colonisation

Toutes les terres doivent redevenir coutumières

Pour certains, cette mesure est justifiée car elle leur permettrait de participer au développement économique en générant des revenus locatifs. Cela intégrerait les propriétaires coutumiers dans la sphère économique. Pour d'autres, la vision est plus politique. Cela éviterait une installation durable des non kanak « *comme ça ils restent quelques années seulement et repartent chez eux* ». C'est enfin un moyen de disposer de la terre comme on veut (on met fin au bail).

2.4

La France, un partenaire souhaité quel que soit l'avenir de la Nouvelle Calédonie

- i. Des évocations associées à la France qui sont globalement positives
- ii. Être français en Nouvelle Calédonie, un attachement différent selon les groupes
- iii. Mais une majorité des calédoniens se sentent français
- iv. Pour les calédoniens, indépendamment de l'évolution de la Nouvelle Calédonie, le lien à la France est important, voire essentiel
- v. En conséquence, les attentes vis-à-vis de la France sont significatives, quel que soit le résultat du référendum d'autodétermination



Des évocations associées à la France qui sont globalement positives

Plusieurs dimensions se dégagent au niveau des évocations **positives** :

- **Une dimension pratique** : Pouvoir voyager,
 - **Une dimension d'ouverture** : Pouvoir faire des études en France ou en Europe
 - **Une dimension sécurité** : A la fois interne (respect des règles de droit, maintien de l'ordre) et externe (surveillance de la ZEE, protection militaire)
 - **Une dimension partenariale** : Financière et technique
- Ces évocations ont deux conséquences dans ce cas : Elles assurent l'autonomie de la Nouvelle Calédonie et le maintien du niveau de vie.

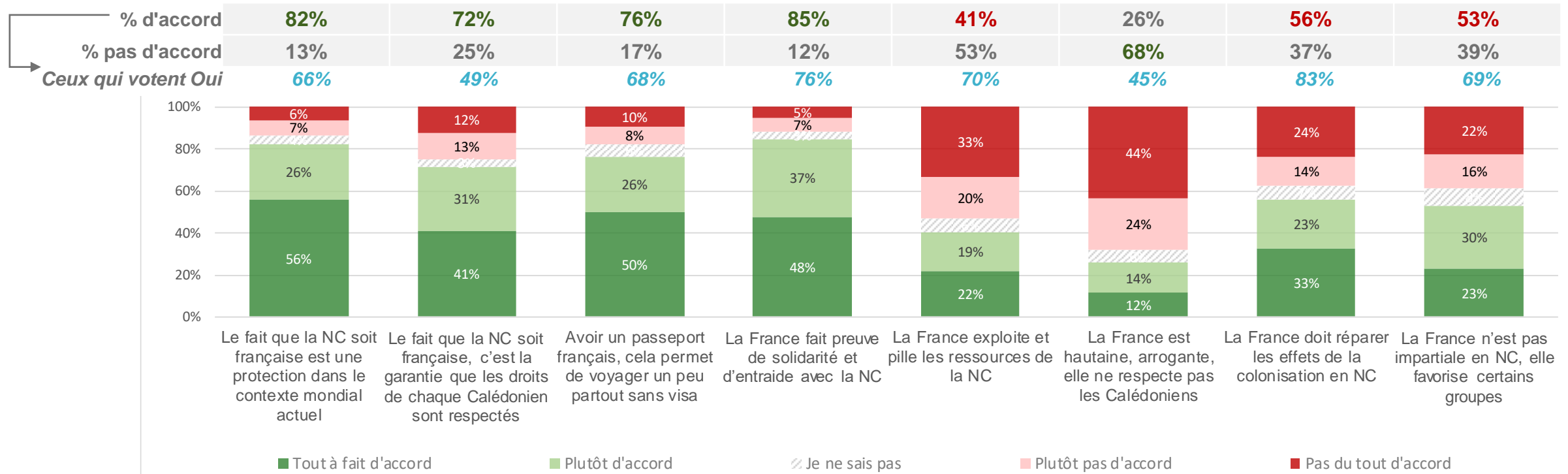
En revanche, lorsque les évocations sont **négatives**, elles sont associées à deux axes distincts :

- **Un axe lié à l'histoire** (colonisation, pillage des ressources de la Nouvelle Calédonie)
 - **Un axe lié à une société libérale et de consommation**, perçue négativement, et à laquelle la France est associée
- Ces évocations entraînent un rejet de la France dans ce cas



Des évocations associées à la France qui sont globalement positives (fin)

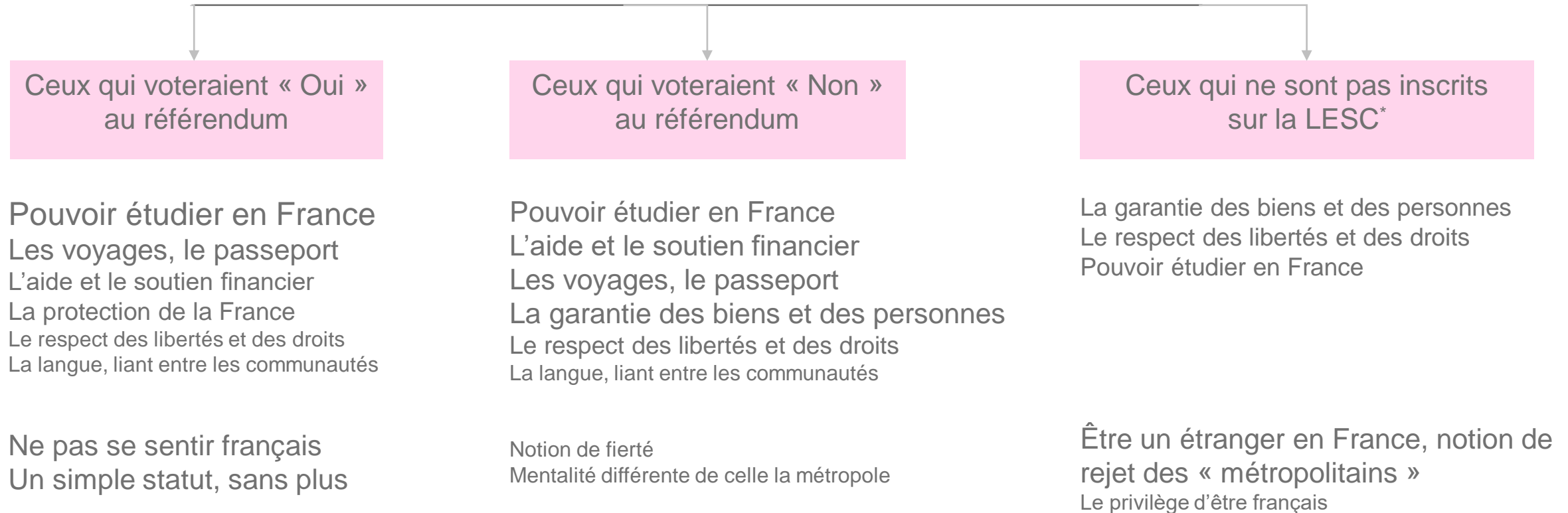
L'étude quantitative a permis cependant de faire ressortir une image globalement positive. Pour les personnes interrogées, la France garantit protection, ouverture sur le monde, respect des droits et apparaît comme un véritable partenaire. Certains aspects viennent néanmoins nuancer cette perception positive : la France est perçue par certains comme partielle et comme un « pilleur » des ressources du pays. En outre, le passé colonial ne serait pas encore réglé pour 56% des répondants (83% pour ceux qui votent « Oui »).



Être français en Nouvelle Calédonie, un attachement différent selon les groupes



Être français en Nouvelle Calédonie, c'est avant tout **bénéficiaire d'un ensemble d'avantages**, dont la protection et le rôle de garant de l'Etat au travers de ses compétences régaliennes. Ce sont aussi des interrogations sur sa situation en tant que français de Nouvelle Calédonie, voire une forme de rejet.

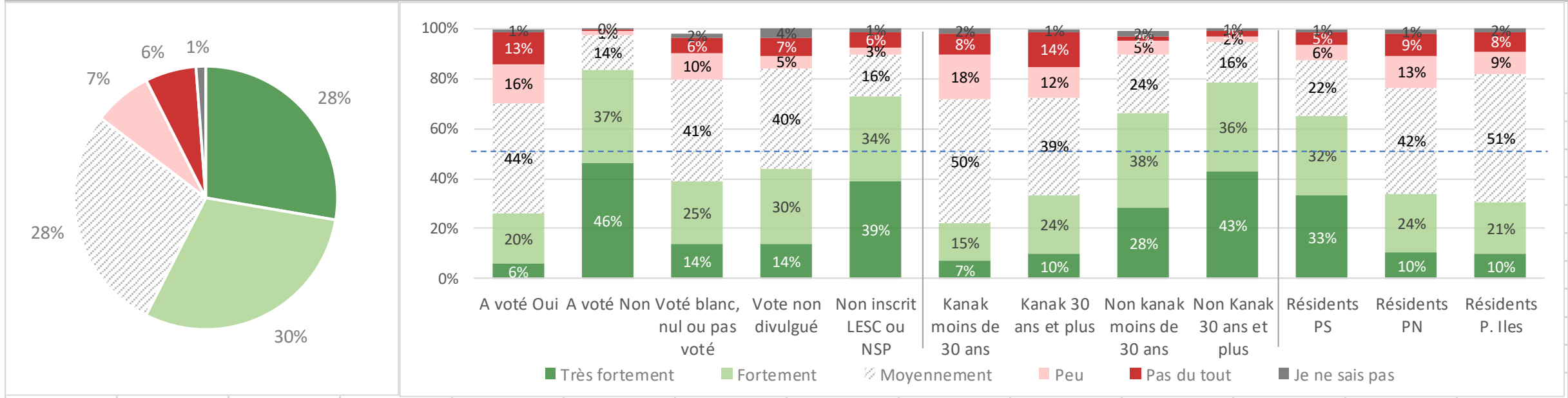




Mais une majorité de calédoniens se sentent français

Le sentiment d'appartenance à la France est plus important chez ceux qui votent « non ». Ceux qui ont voté « oui » ne renient pas pour autant leur nationalité, seuls 13% déclarent ne pas se sentir du tout citoyen français. Le sentiment d'appartenance à la France est globalement moins marqué chez les plus jeunes.

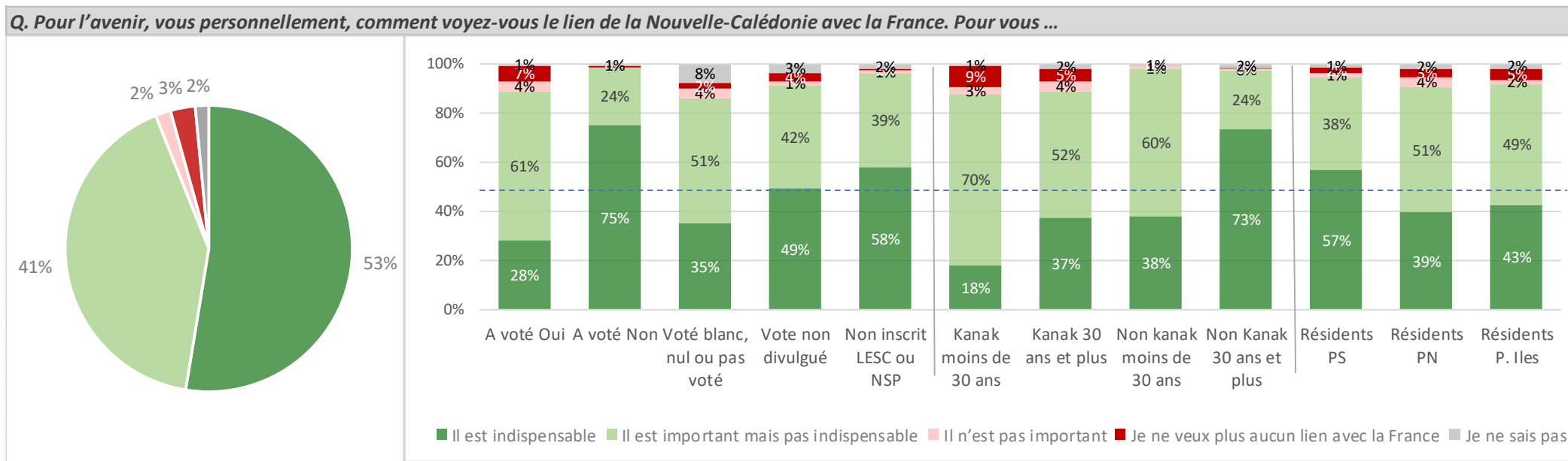
Q. Vous sentez-vous citoyen français ?



Pour les calédoniens, indépendamment de l'évolution de la Nouvelle Calédonie, le lien à la France est important, voire essentiel



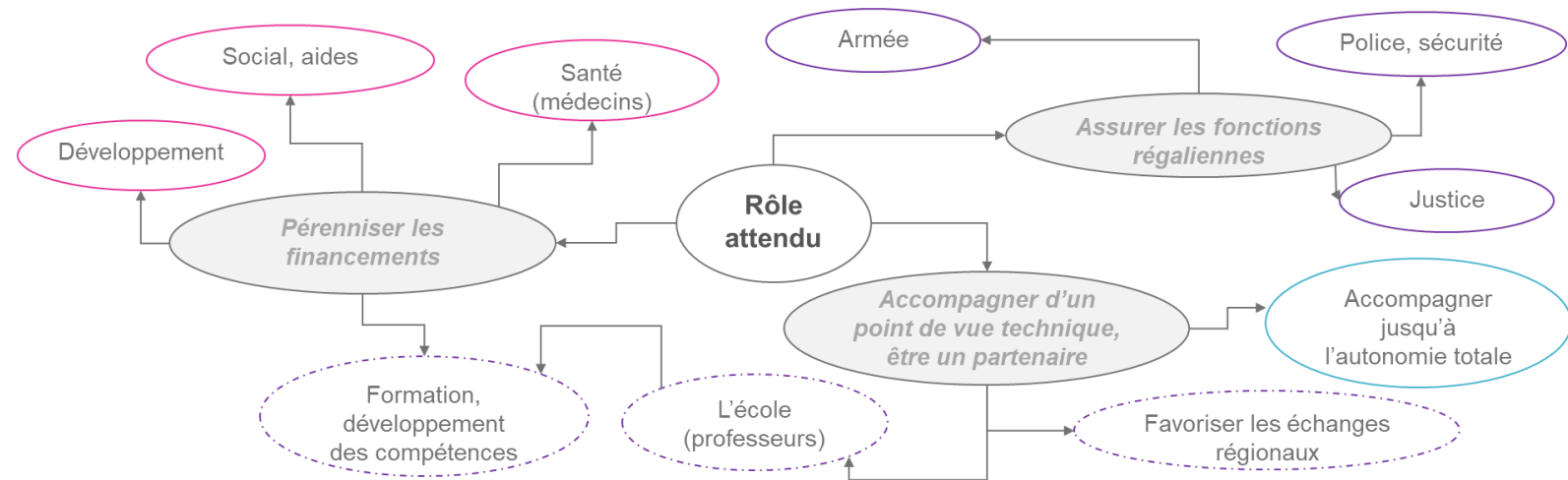
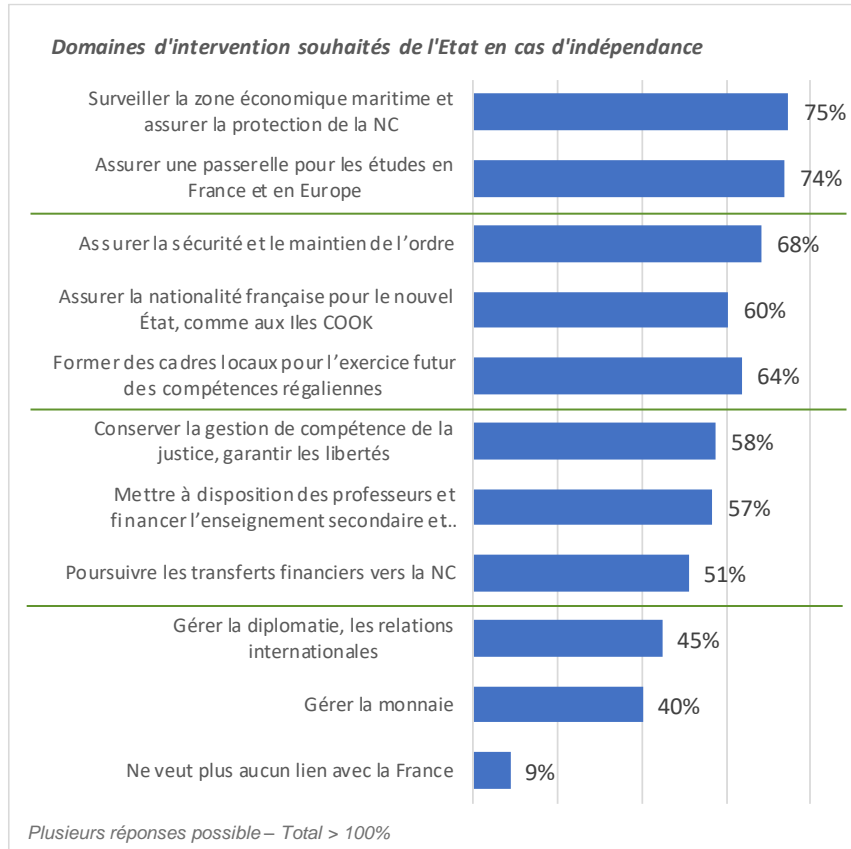
Le lien avec la France serait indispensable pour **75%** des répondants ayant choisi le « non » à la dernière consultation ainsi que pour les non kanak de plus de 30 ans. Les personnes favorables au « oui », les résidents des provinces Nord et Iles ainsi que les kanak sont plus nombreux à le qualifier « d'important mais non essentiel ».





En conséquence, les attentes vis-à-vis de la France sont significatives quel que soit le résultat du référendum d'autodétermination

En cas de oui : Un souhait d'une pérennisation de l'intervention de l'Etat, sur la base du modèle actuel



- Pour les indépendantistes, l'intervention est souhaitée prioritairement au niveau de l'accès aux études, la formation de cadres locaux et la protection du territoire.
- Pour les non indépendantistes, une intervention est souhaitée au niveau de la sécurité et du maintien de l'ordre, la garantie de conserver la nationalité française, la protection du territoire contre les menaces extérieures et l'accès aux études.

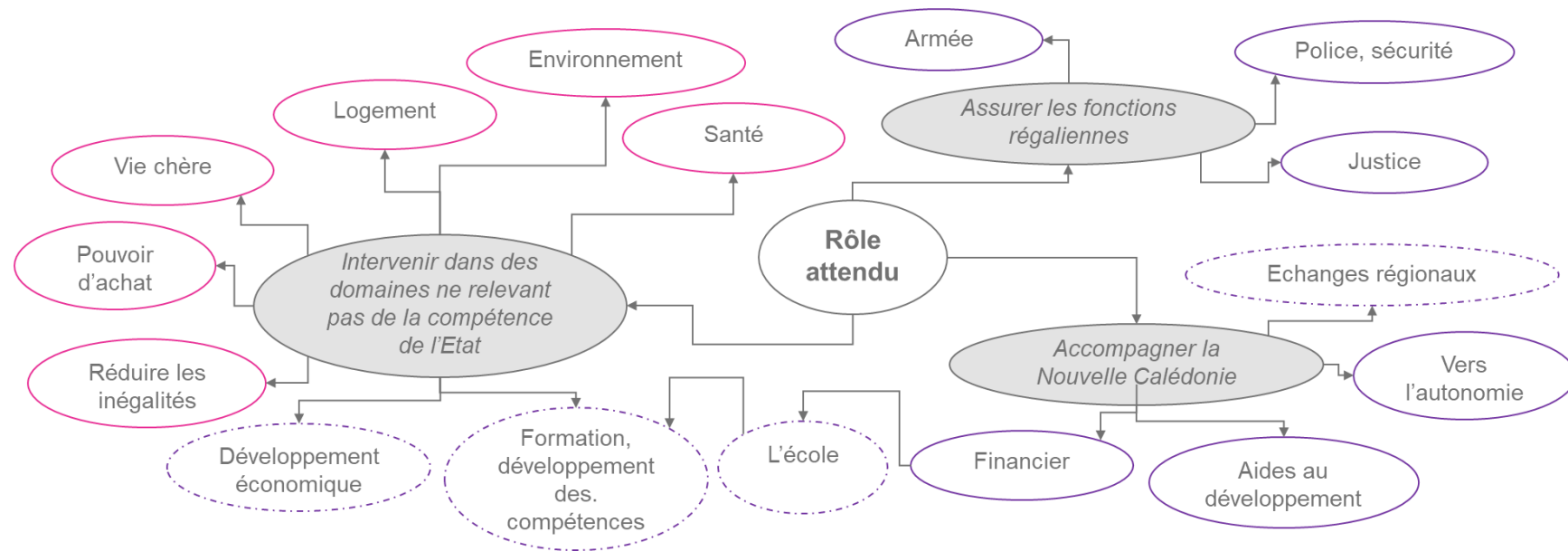
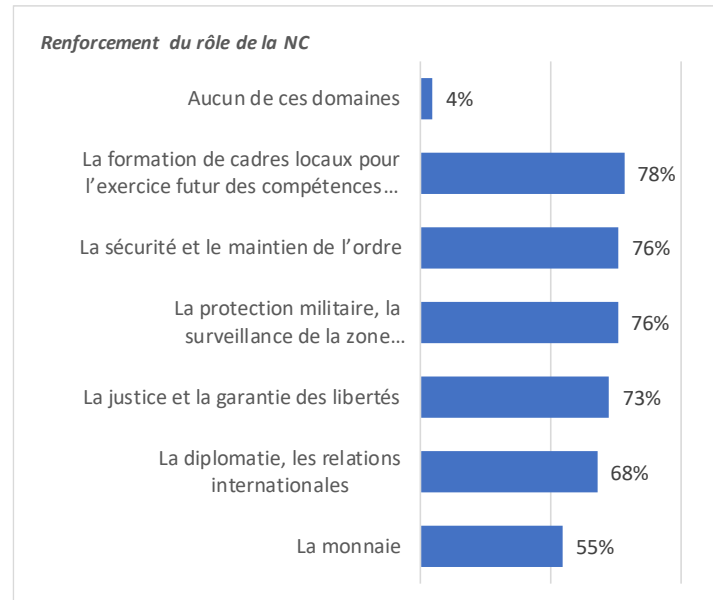


En conséquence, les attentes vis-à-vis de la France sont significatives quel que soit le résultat du référendum d'autodétermination

En cas de non : Un renforcement de l'accompagnement de la Nouvelle-Calédonie sur la voie de l'autonomie

En cas de non à l'indépendance, un renforcement de l'accompagnement de la Nouvelle Calédonie sur la voie de l'autonomie. Ainsi, un partage de compétences est souhaité dans la plupart des domaines proposés aux répondants. La gestion de la monnaie n'apparaît cependant pas comme le sujet prioritaire.

L'étude qualitative a également fait ressortir un accompagnement sur des sujets qui sont normalement liés à des compétences exercées par la Nouvelle Calédonie.



2.5

Dans la perspective du 3^{ème} référendum

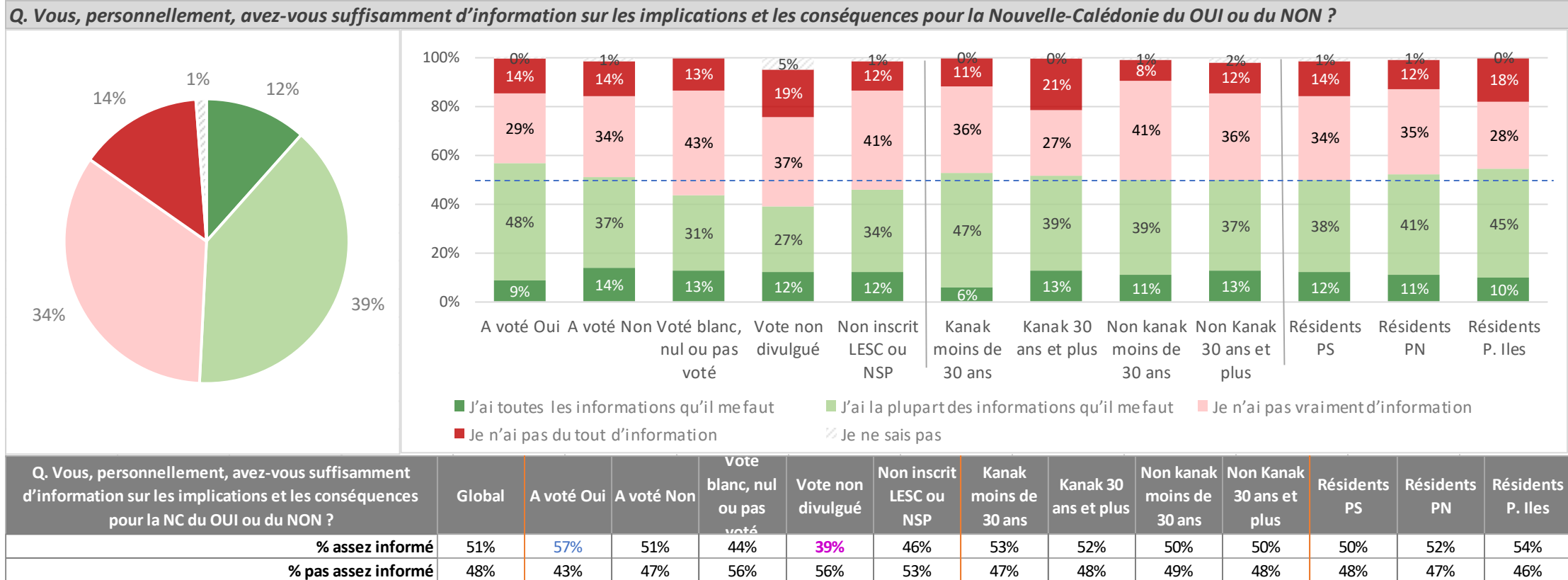
- i. Un manque d'information sur les conséquences du vote
- ii. Référendum ou solution consensuelle ?
- iii. Des avis qui divergent quant à la posture attendue de l'Etat
- iv. Un résultat qui serait globalement accepté
- v. Une population qui souhaiterait, en cas d'indépendance, opter pour une double nationalité
- vi. Des appréhensions pour une partie de la population en cas d'indépendance
- vii. Un risque significatif de « départs » en cas de « Oui »



Dans la perspective du 3ème référendum

Un manque d'information sur les conséquences du oui ou du non à l'indépendance

Quel que soit le segment considéré, une grande partie de la population ne s'estime pas assez informée sur les conséquences du vote pour ou contre l'indépendance de la Nouvelle Calédonie.



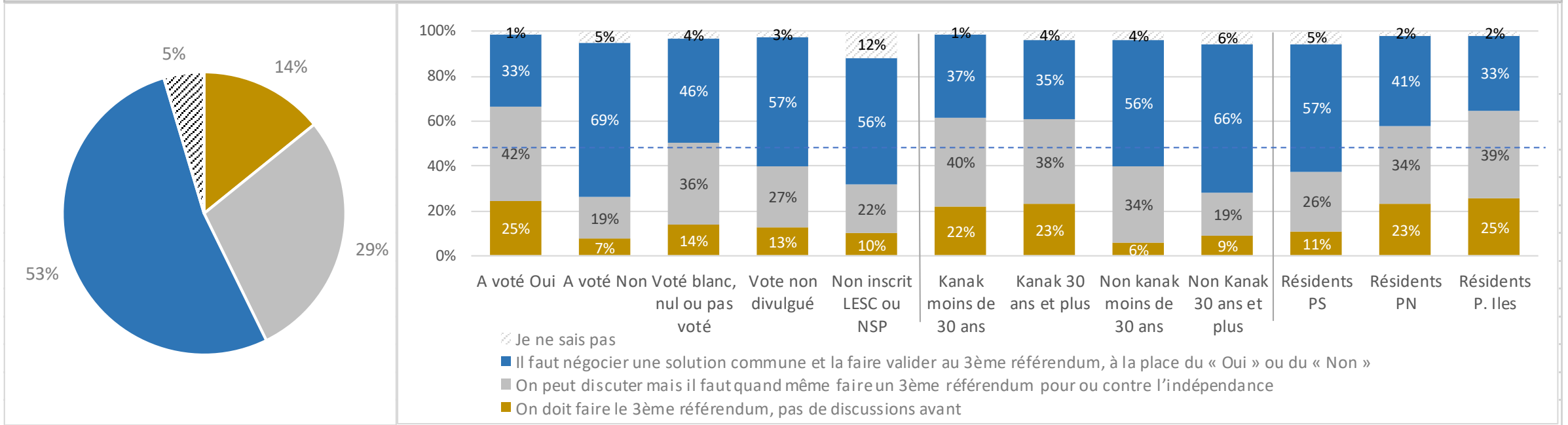


Dans la perspective du 3ème référendum

Un 3ème référendum qui fait débat, une solution consensuelle appelée principalement par les calédoniens opposés à l'indépendance

53% sont favorables à une solution consensuelle, 69% chez les partisans du « non » et 66% chez les non kanak de plus de 30 ans. Les partisans du « oui » souhaitent un 3ème référendum dans des conditions analogues aux deux précédents. Ils sont a priori moins ouverts à la négociation d'une solution avant le 3ème référendum.

Q. Quelle phrase vous correspond le mieux ?



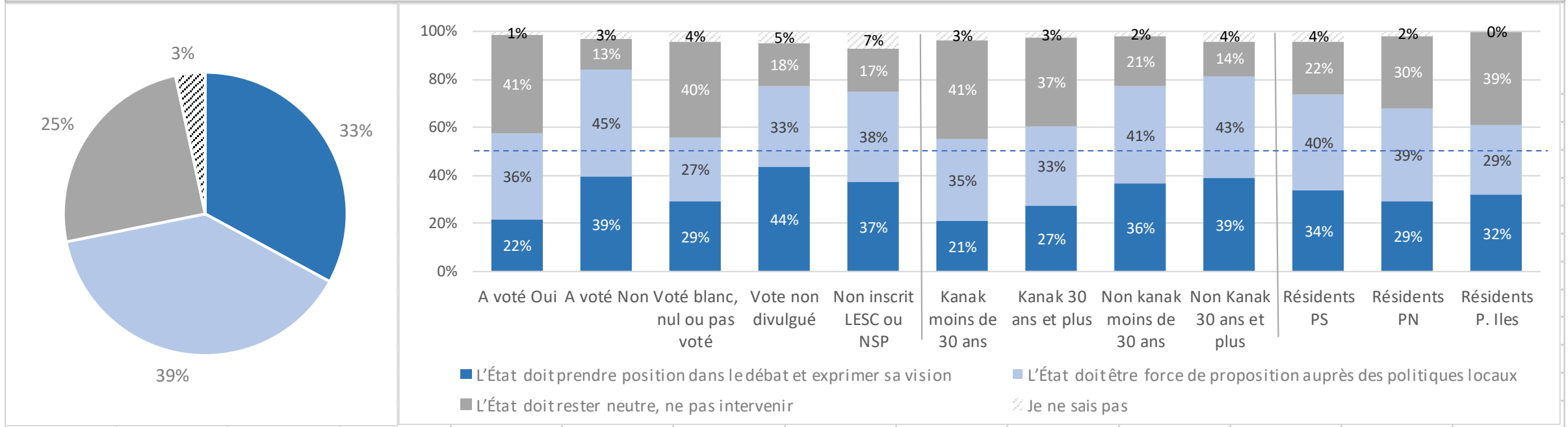


Dans la perspective du 3ème référendum

Un décalage de vision quant à la posture que l'Etat doit adopter

72% souhaitent un engagement de l'Etat (dont 33% une prise de position). Seuls 25% souhaitent qu'il reste neutre. Ceux qui ont voté « non » ainsi que les personnes qui ne sont pas inscrites sur la LESC attendent que l'Etat soit au moins force de proposition dans les débats. A contrario, la neutralité de l'Etat est principalement souhaitée par ceux qui sont favorables à l'indépendance.

Q. Quelle doit être l'attitude de l'État sur l'avenir institutionnel et les grands enjeux de la Nouvelle-Calédonie ?



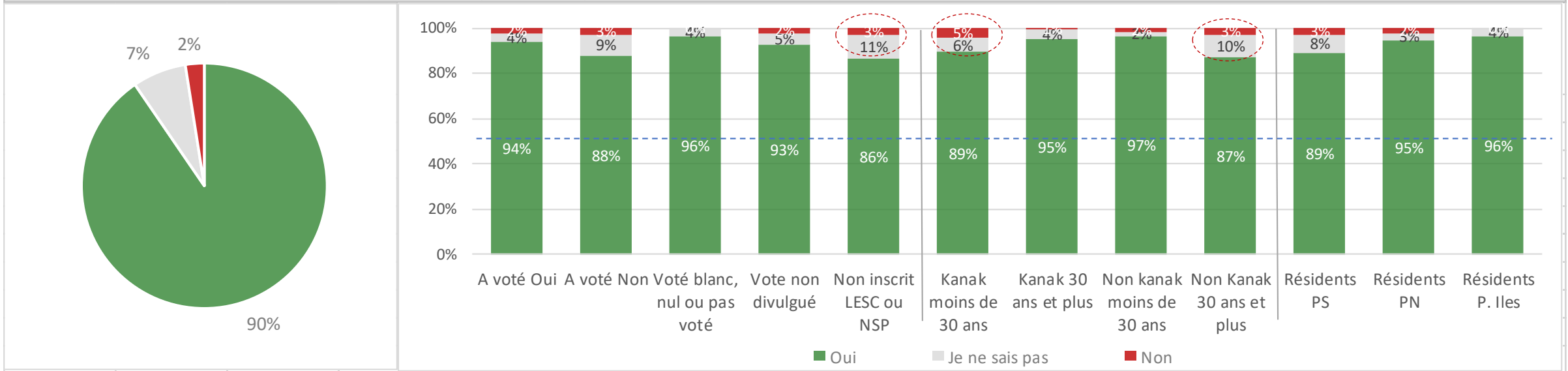


Dans la perspective du 3^{ème} référendum

A priori, une large acceptation des résultats du vote

S'il devait se tenir dans les mêmes conditions que les précédents, la quasi-totalité de la population déclare qu'elle accepterait les résultats du 3^{ème} référendum, quelle que soit l'issue du vote. 2% s'y opposeraient et 7% ne savent pas. On note un risque de contestation un peu plus important en province Sud, chez les kanak de moins de 30 ans et chez les non Kanak de 30 ans et plus.

Q. En cas de troisième référendum, est-ce que vous accepterez et respecterez le résultat du vote, quel que soit ce résultat ?



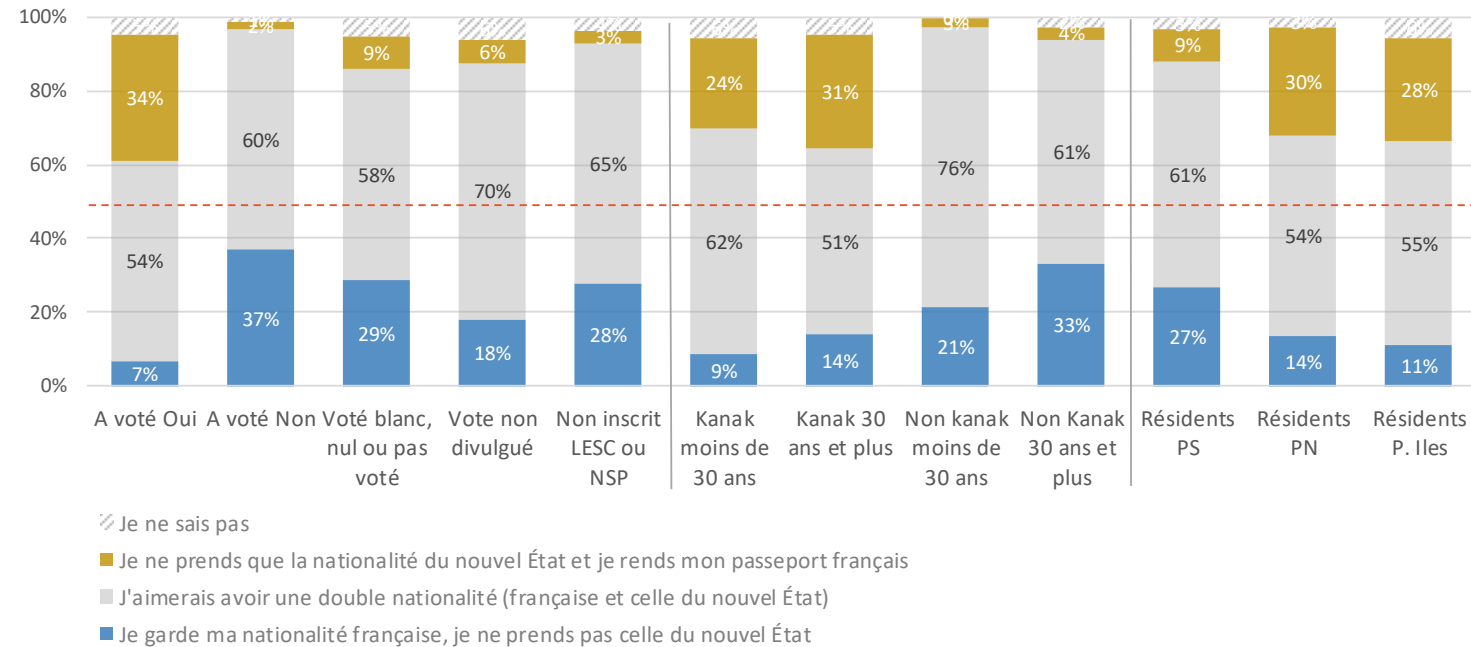
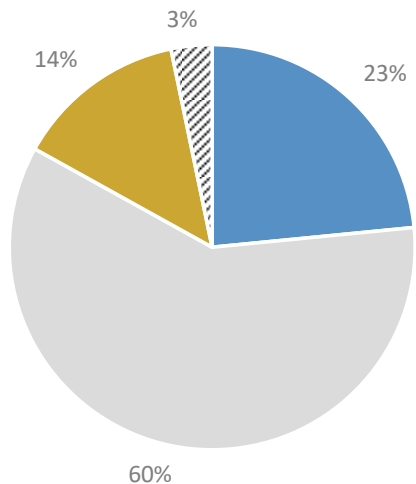


Dans la perspective du 3^{ème} référendum

Une population qui souhaiterait, en cas d'indépendance, opter pour une double nationalité

Quelles que soient les intentions de vote, la population est globalement attachée à la nationalité française (73%). Les non indépendantistes espèrent pouvoir conserver leur nationalité actuelle en cas d'indépendance mais souhaiteraient également pouvoir bénéficier de la nationalité du nouvel Etat pour la majorité d'entre eux. De leur côté, 61% des personnes favorables à l'indépendance souhaitent conserver la nationalité française.

Q. En cas d'accession à l'indépendance, que souhaitez-vous ?





Dans la perspective du 3^{ème} référendum

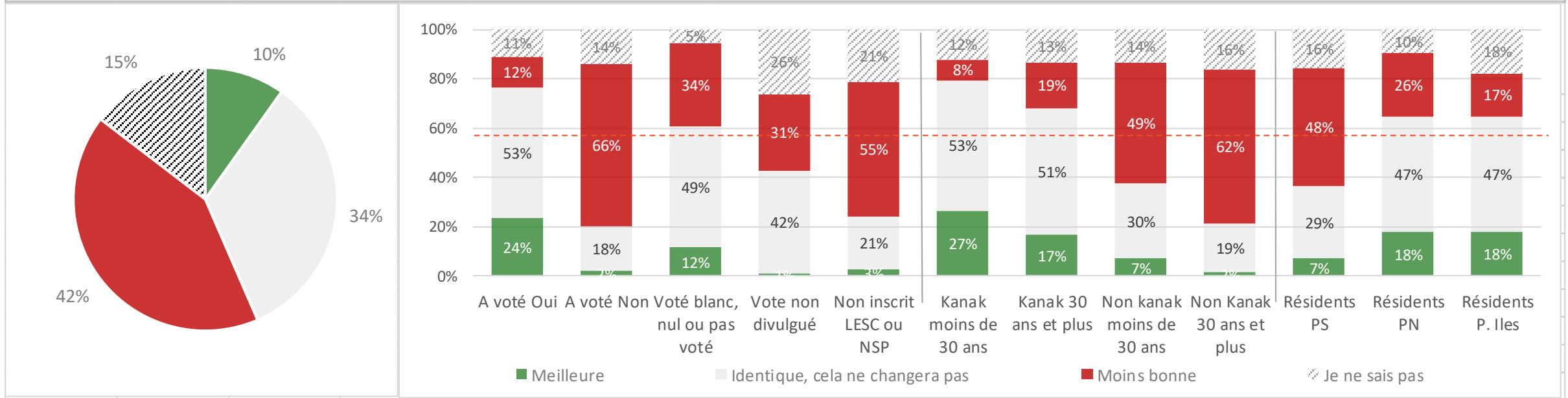
Des appréhensions pour une partie de la population en cas d'accession à l'indépendance

Une grande partie des kanak et des personnes ayant voté « oui » lors du référendum du 4 octobre 2020 n'anticipent pas d'impact sur leur situation en cas d'indépendance.

A l'inverse, les non kanak ainsi que les personnes qui ont voté « non » au dernier référendum sont plus pessimistes sur l'évolution de leur situation personnelle en cas d'indépendance.

Quel que soit le groupe considéré, ils sont cependant peu nombreux à anticiper une évolution positive de leur situation.

Q. Selon vous, en cas d'indépendance, votre situation personnelle et celle de votre famille serait :





Dans la perspective du 3^{ème} référendum

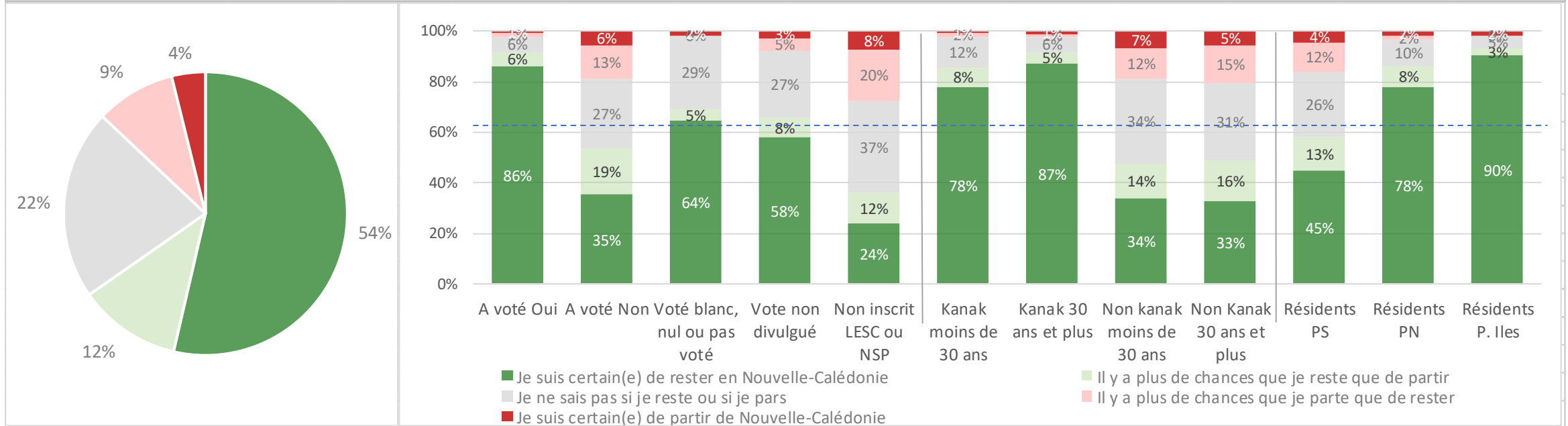
Des appréhensions pour une partie de la population en cas d'accession à l'indépendance

13% s'interrogent sur un départ du territoire en cas d'indépendance et 22% n'arrivent pas à se prononcer sur la question.

Ramené à l'ensemble de la population calédonienne (RP ISEE-INSEE 2019), les estimations de départ seraient les suivantes :

Départ certain	Départ possible	Ne sait pas si reste	Risque maximal
10 400	24 700	58 900	94 000

Q. En cas d'indépendance, que feriez-vous ?



2.6

Au-delà des échéances référendaires

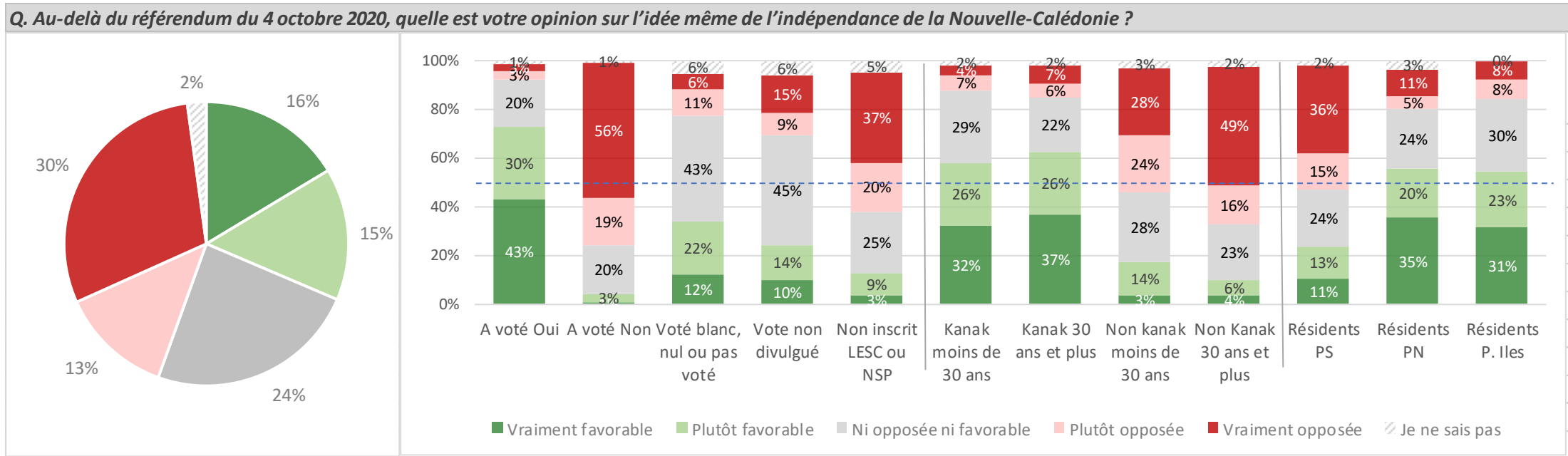
- i. Quelle est la position des calédoniens sur la notion d'indépendance ou pas de la Nouvelle Calédonie ?**
- ii. A quel horizon projettent-ils cette vision ?**
- iii. Quelles solutions sont envisagées pour l'avenir ?**



Quelle est la position des calédoniens sur la notion d'indépendance ou pas de la Nouvelle Calédonie ?

Des avis qui ne sont pas homogènes

A plus long terme, 31% des répondants se déclarent favorables à l'indépendance, tandis que 43% y sont opposés (dont 30% totalement). Il reste près d'un quart de la population qui ne penche ni d'un côté, ni de l'autre. Les électeurs de la LESC qui n'ont pas voté ou qui n'ont pas souhaité exprimer leur vote font partie de ce dernier groupe.

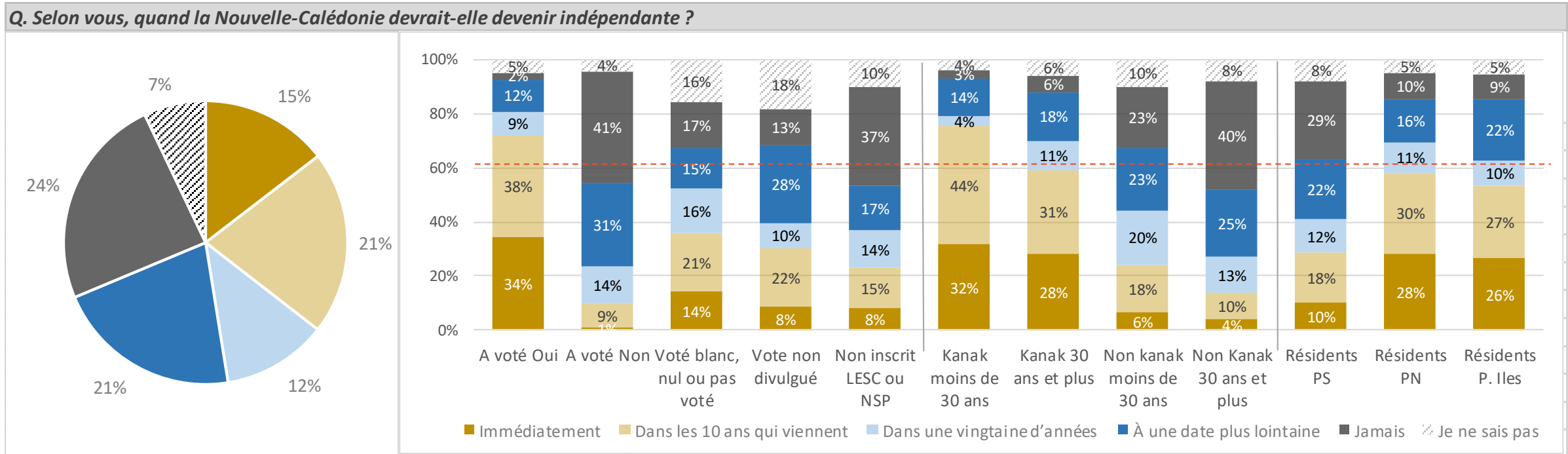




Quelle est la position des calédoniens sur la notion d'indépendance ou pas de la Nouvelle Calédonie ?

L'indépendance à quelle échéance ?

Lorsque l'on demande aux calédoniens de se projeter dans le temps, 15% de la population et 34% de ceux qui ont voté « oui » sont pour une indépendance immédiate. Les personnes en faveur de l'indépendance s'orientent plutôt vers un échéancier à 10 ans tandis que ceux qui y sont opposés l'envisageraient à échéance plus lointaine (> 20 ans), voire jamais pour 41% d'entre eux.





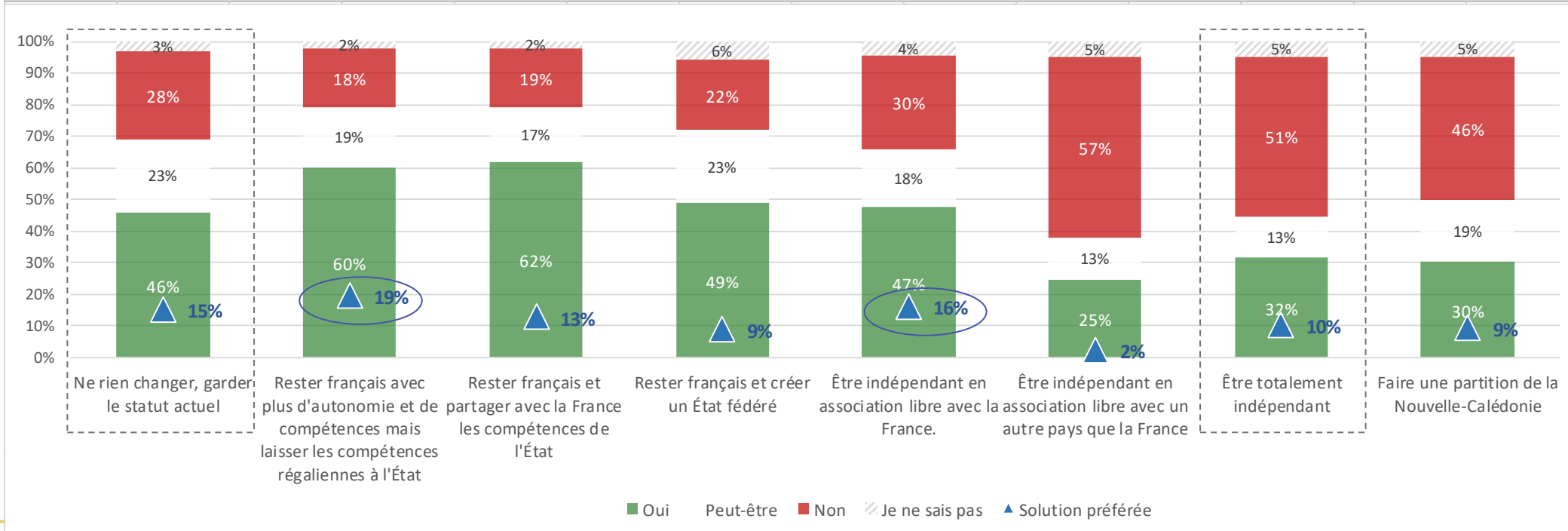
Quelles solutions sont envisagées pour l'avenir ?

Trois groupes se distinguent

Plusieurs évolutions statutaires potentielles ont été testées auprès des répondants. On distingue 3 groupes :

- Acceptabilité significative : Le transfert de l'article 27, la partage des compétences régaliennes
- Acceptabilité moyenne : Le statu quo, l'Etat fédéré, l'indépendance association avec la France
- Acceptabilité limitée : L'indépendance en partenariat avec un autre pays, l'indépendance sans partenariat, la partition

Q. Parmi la liste suivante, pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, quelles sont les solutions acceptables pour vous? Laquelle a votre préférence



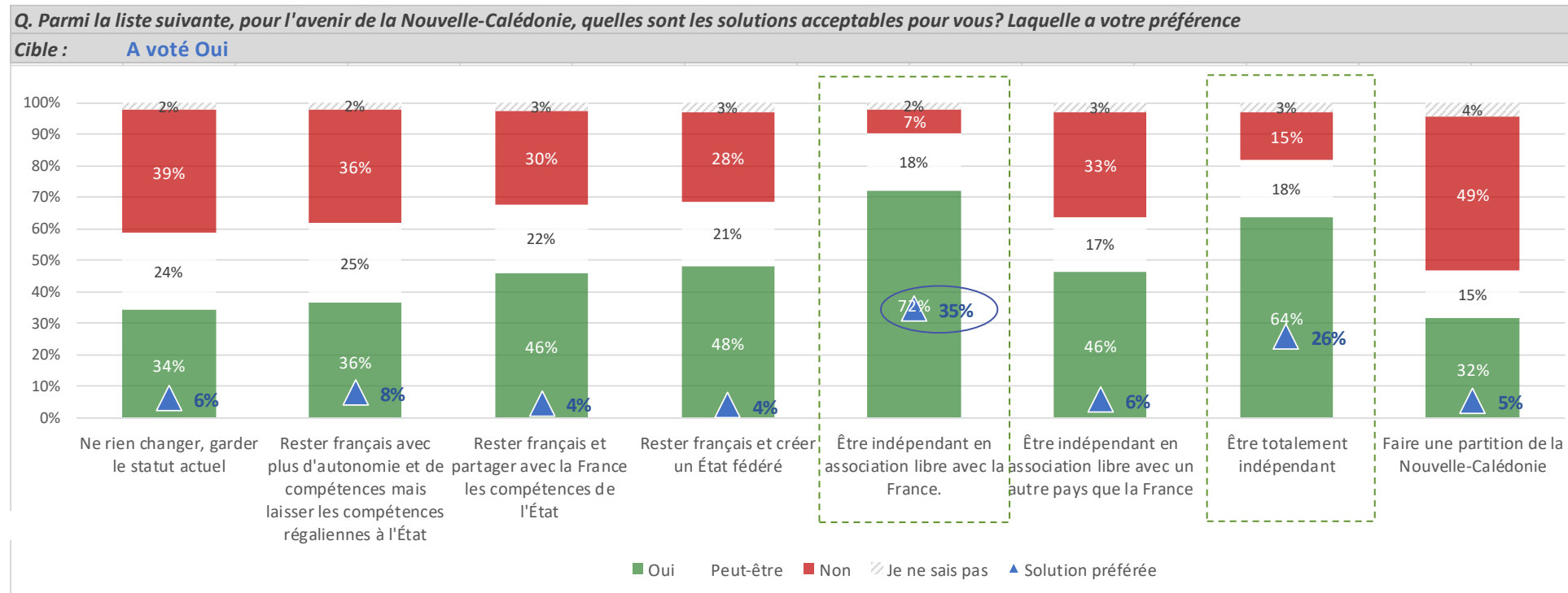


Quelles solutions sont envisagées pour l'avenir ?

Les indépendantistes privilégient une indépendance en association avec la France

FOCUS : Ceux qui ont voté « Oui » au referendum de 2020

L'indépendance association comme premier choix. 64% sont également favorables à une indépendance sans partenariat.



(Cf. résultats détaillés en annexes)

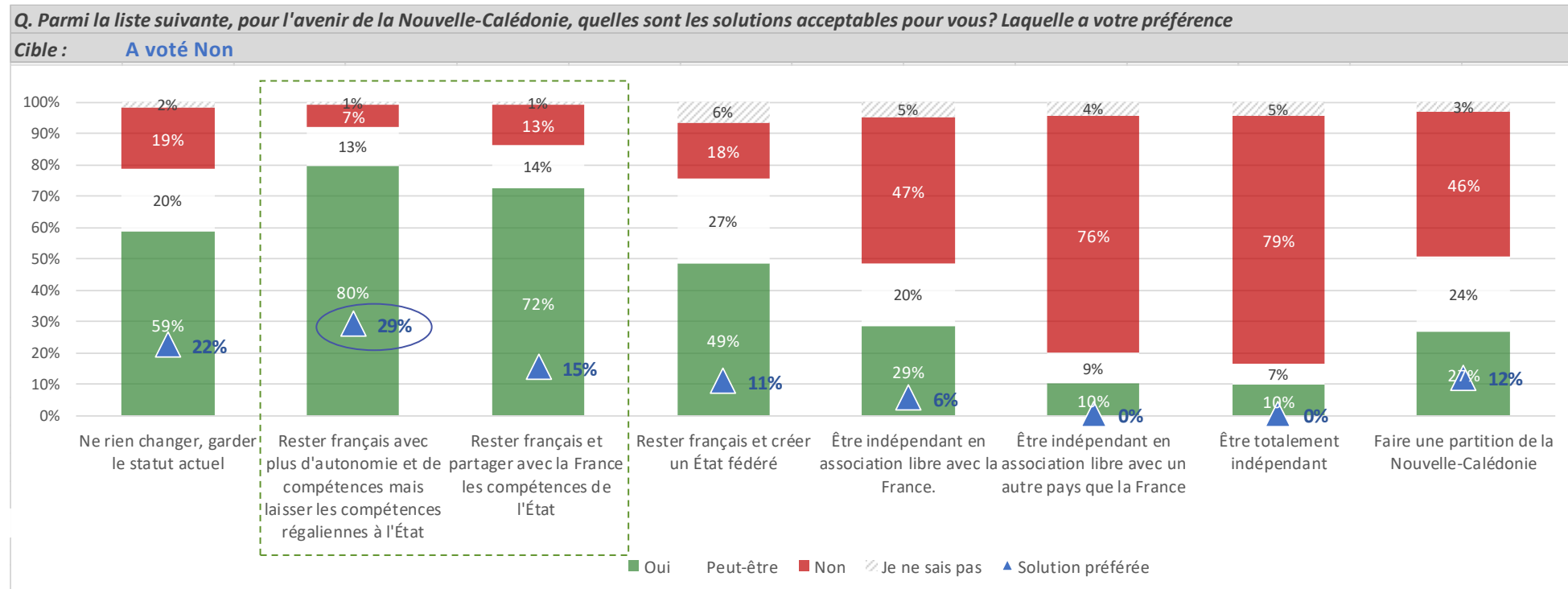


Quelles solutions sont envisagées pour l'avenir ?

Les partisans du « non » souhaitent plus d'autonomie mais dans la France

FOCUS : Ceux qui ont voté « Non » au referendum de 2020

Un rejet significatif des solutions d'indépendance mais une volonté de disposer de plus d'autonomie.



(Cf. résultats détaillés en annexes)

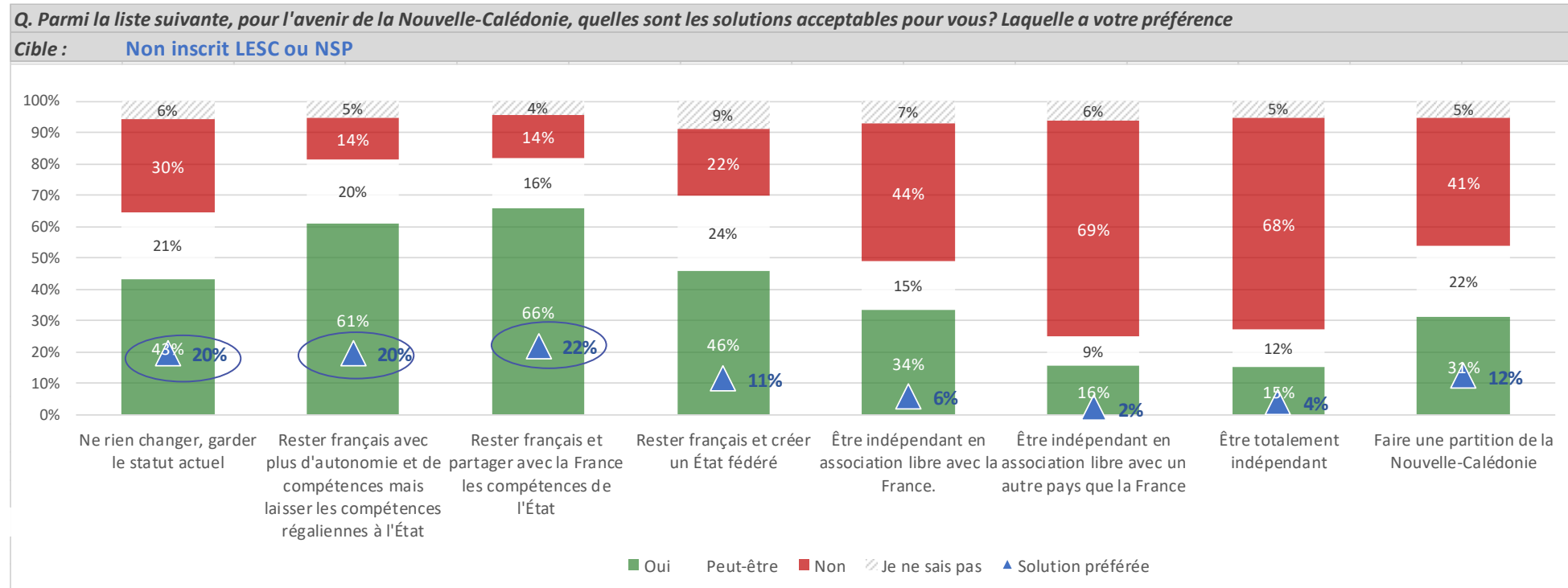


Quelles solutions sont envisagées pour l'avenir ?

Les électeurs qui ne sont pas inscrits sur la LESC se rapprochent des partisans du « non » dans leurs choix

FOCUS : Ceux qui ne sont pas inscrit sur la LESC (ou ne savent pas s'ils sont inscrits)

Un groupe qui rejoint ceux qui ont voté contre l'indépendance dans ses choix pour l'avenir.



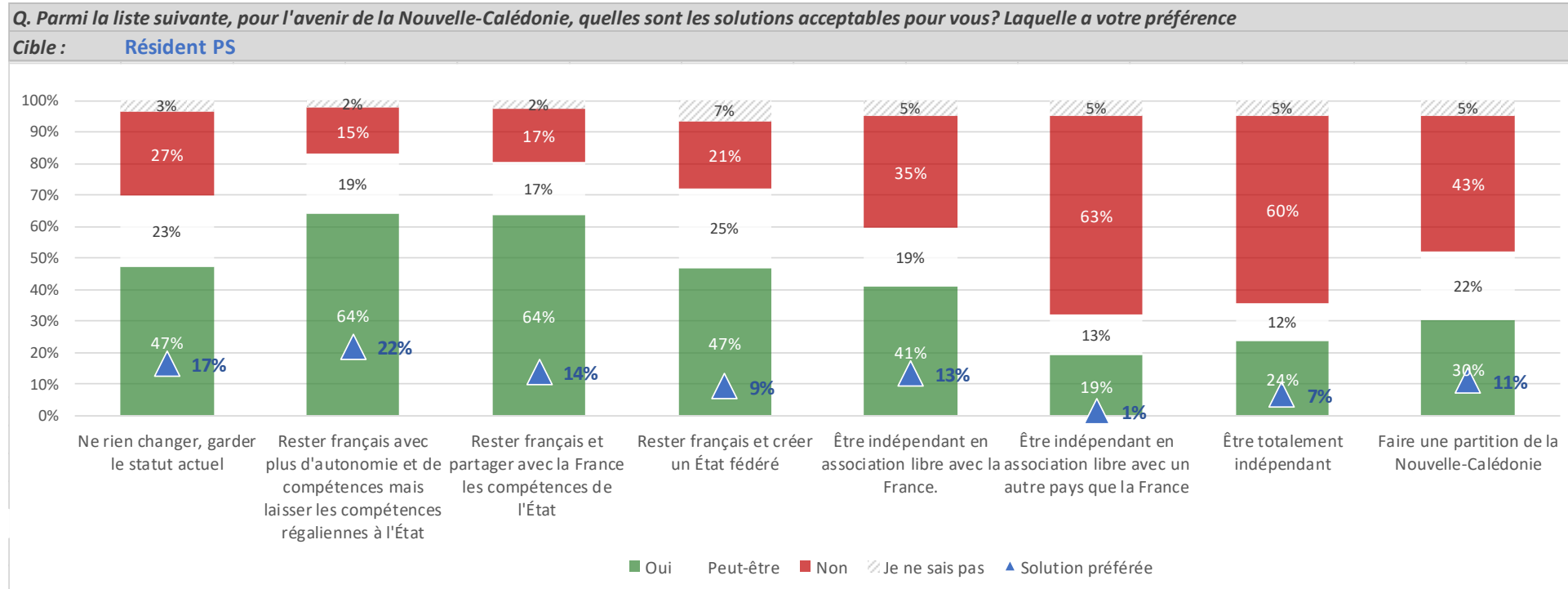
(Cf. résultats détaillés en annexes)



Quelles solutions sont envisagées pour l'avenir ?

Les résidents de province sud souhaitent plus d'autonomie dans la France

FOCUS : Résidents de province sud



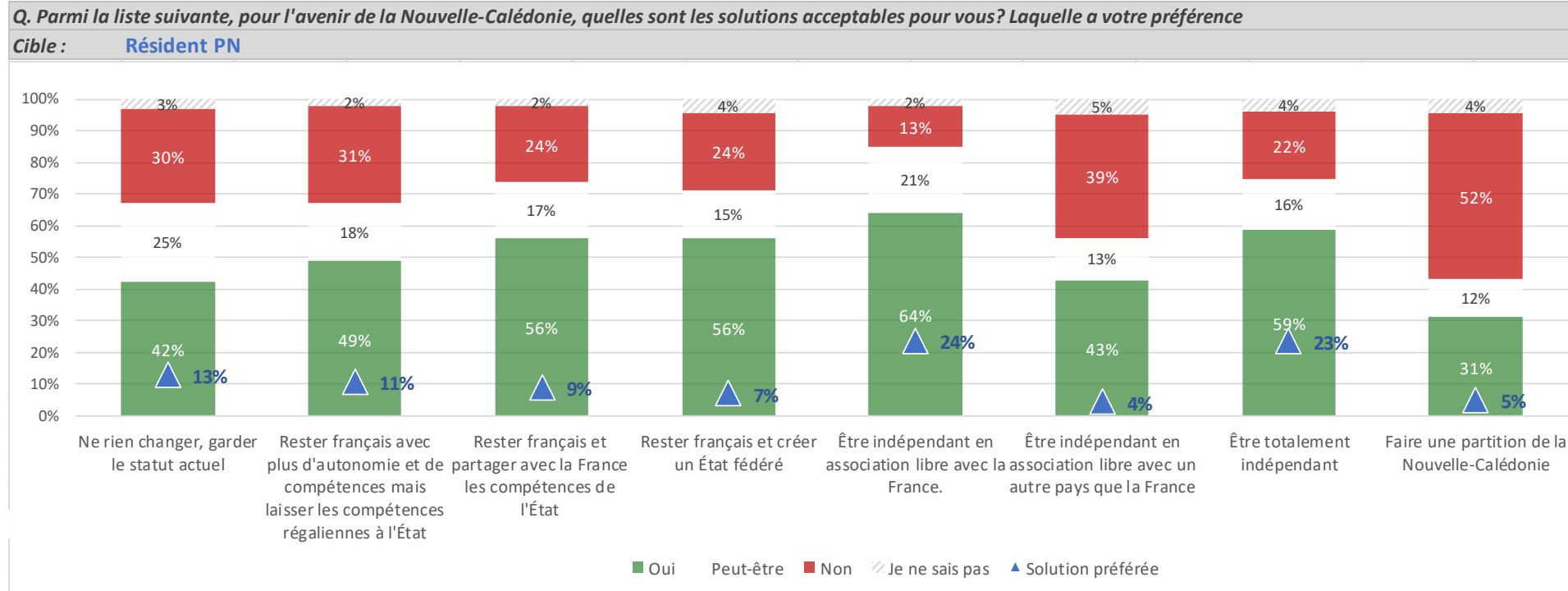
(Cf. résultats détaillés en annexes)



Quelles solutions sont envisagées pour l'avenir ?

Les résidents de la province nord sont partagés

FOCUS : Résidents de province nord



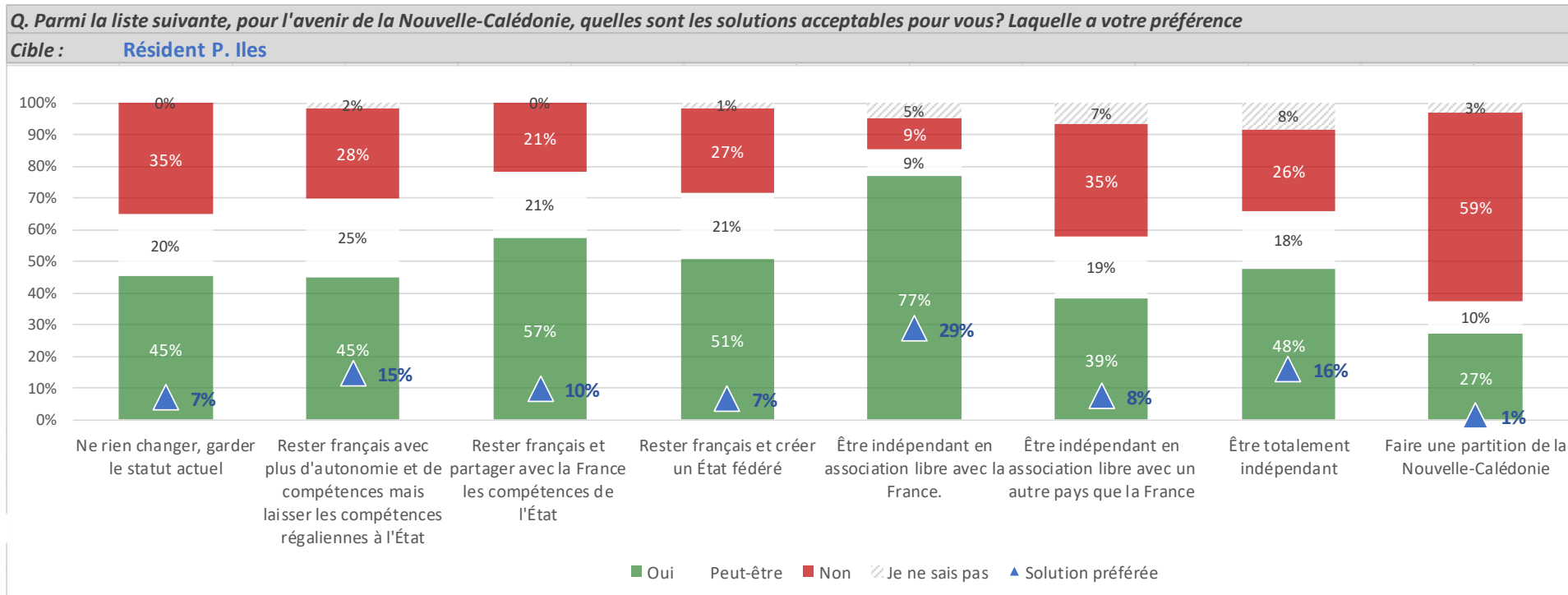
(Cf. résultats détaillés en annexes)



Quelles solutions sont envisagées pour l'avenir ?

Les résidents des îles Loyauté sont favorables à une indépendance association avec la France et contre la partition de la Nouvelle Calédonie

FOCUS : Résidents de province des îles Loyauté



(Cf. résultats détaillés en annexes)

3

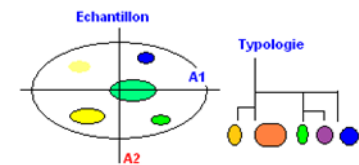
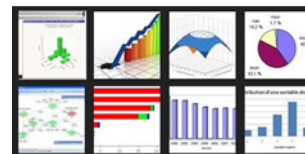
**Mise en perspective des résultats, typologie
des comportements**



Méthodologie utilisée pour établir la typologie

A partir de l'étude représentative des différents corps électoraux calédoniens (1003 personnes interrogées), nous avons approfondi l'analyse pour rechercher l'existence ou non de segments homogènes de population. La méthodologie utilisée est la suivante :

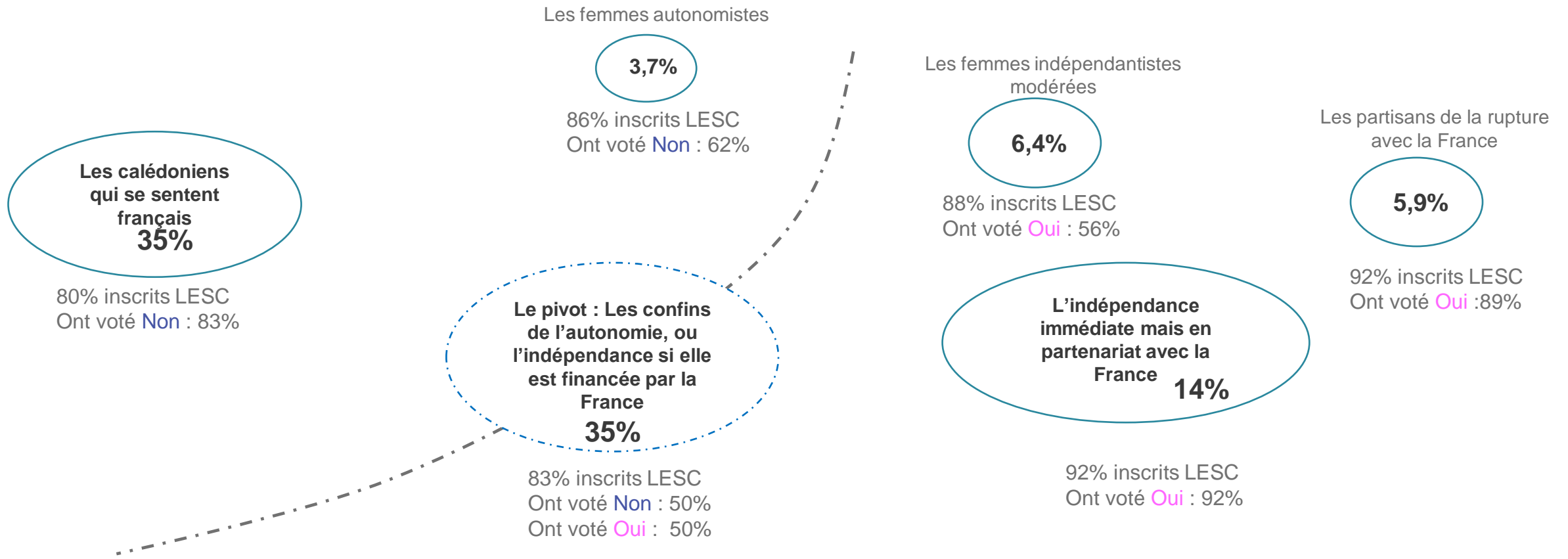
- Analyse multifactorielle des données pour identifier si des axes spécifiques apparaissent
- Sélection des données les plus pertinentes, celles qui discriminent le plus les individus
- Elaboration d'une typologie sur facteurs
- Description de la typologie obtenue





Les différents segments utilisés et leur poids

L'analyse a fait ressortir 7 segments mais deux étant relativement proches, nous les avons finalement regroupés. Les 6 groupes retenus se répartissent de la manière suivante :





Segment 1 : Les Calédoniens qui se sentent français – 35%

Caractéristiques sociodémographiques

63% nés en NC (-)
 87% ont plus de 30 ans (+)
 47% européens (+) dont 28% métropolitains (+)
 77% habitent le Grand Nouméa (+),
 33% CSP+ (+), 25% de retraités (+)

Image de la France, sentiment d'appartenance

81% se sentent très fortement ou fortement français (+). Ils ont une image très positive de la France. Pour eux, la France est une nation solidaire qui protège les calédoniens et garantir le respect du droit et des libertés.

Indicateurs de confiance, sujets de préoccupation

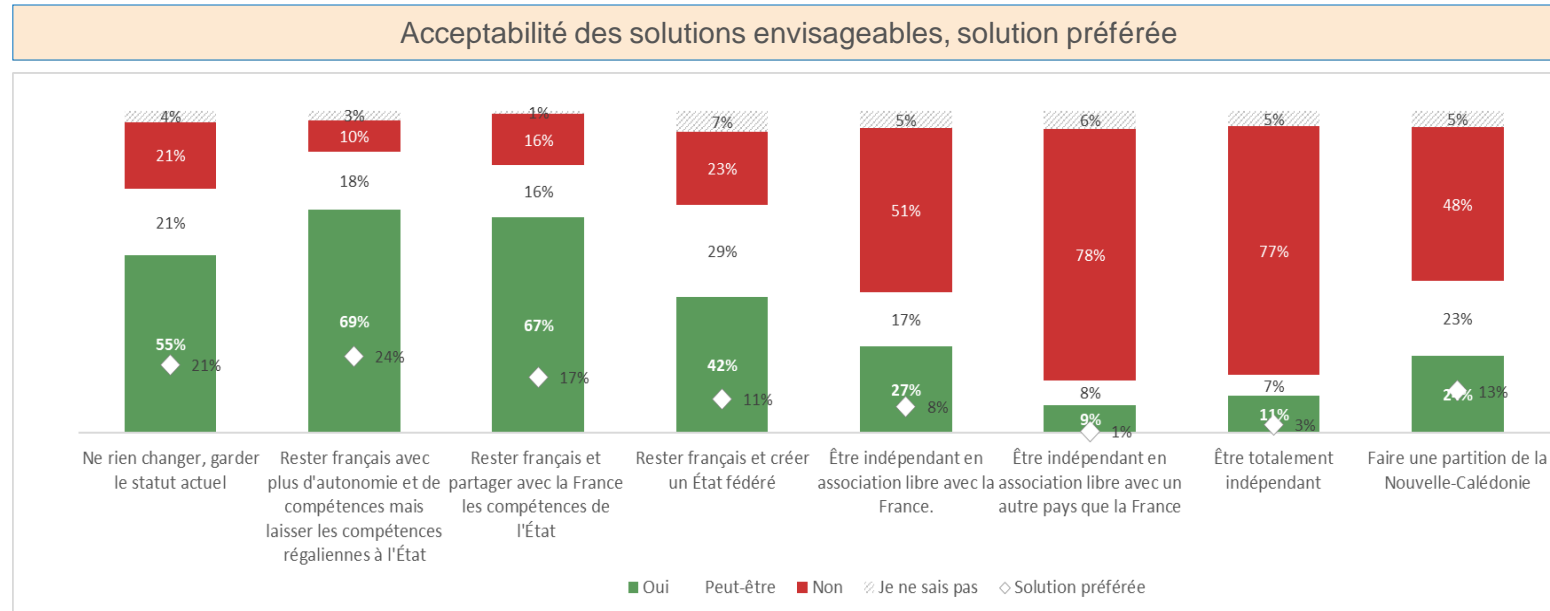
59% sont inquiets concernant leur situation personnelle et professionnelle (+) et 68% concernant l'avenir et le développement de la Nouvelle Calédonie (+). Leurs trois préoccupations principales sont l'indépendance (+), la situation économique (+), la sécurité des biens et des personnes (+)

Vision de la société calédonienne demain

51% sont pour une citoyenneté glissante (+), avec un nombre d'années de résidence de 11 ans pour accéder à la citoyenneté. 34% la voient ouverte, sans condition de résidence. 85% estiment que tous les calédoniens devront avoir les mêmes droits (+) et 73% que tout le monde devrait pouvoir voter aux provinciales. (+)

La revendication foncière, la période coloniale

80% estiment qu'il faut refermer le chapitre de la revendication des terres (+), même si 52% admettent qu'il n'est pas complètement réglé. Aucun ne souhaite que la France fasse un geste au nom du fait colonial.



Anticipations pour demain

62% souhaitent une solution consensuelle (+)
 80% attendent une implication plus importante de l'Etat (dont 42% une prise de position) (+)
 100% estiment que le lien avec la France est important (dont 76% qu'il est indispensable) (+)

En cas d'indépendance

72% sont opposés à l'idée d'indépendance
 84% respecteraient le résultat du vote (-), 12% ne savent pas
 67% pensent que leur situation serait moins bonne (+), 21% sont susceptibles de partir (+)
 37% garderaient uniquement la nationalité française (+), 55% opteraient pour la double nationalité



Segment 2 : Les femmes autonomistes – 3,7%

Caractéristiques sociodémographiques

72% nés en NC
63% de femmes (+)
79% habitent le Grand Nouméa (+),

Image de la France, sentiment d'appartenance

63% se sentent très fortement ou fortement français. La perception de la France reste globalement positive, avec cependant un sentiment d'appartenance moins marqué. Seuls 53% pensent qu'une Calédonie française est une garantie du respect des droits et des libertés (-). 85% pensent que le passeport français n'est une garantie pour voyager

Indicateurs de confiance, sujets de préoccupation

43% sont inquiets concernant leur situation personnelle et professionnelle et 62% concernant l'avenir et le développement de la Nouvelle Calédonie (+). Leurs trois préoccupations principales sont la sécurité (+), la pauvreté et le pouvoir d'achat (+), la santé et le système de protection sociale (+)

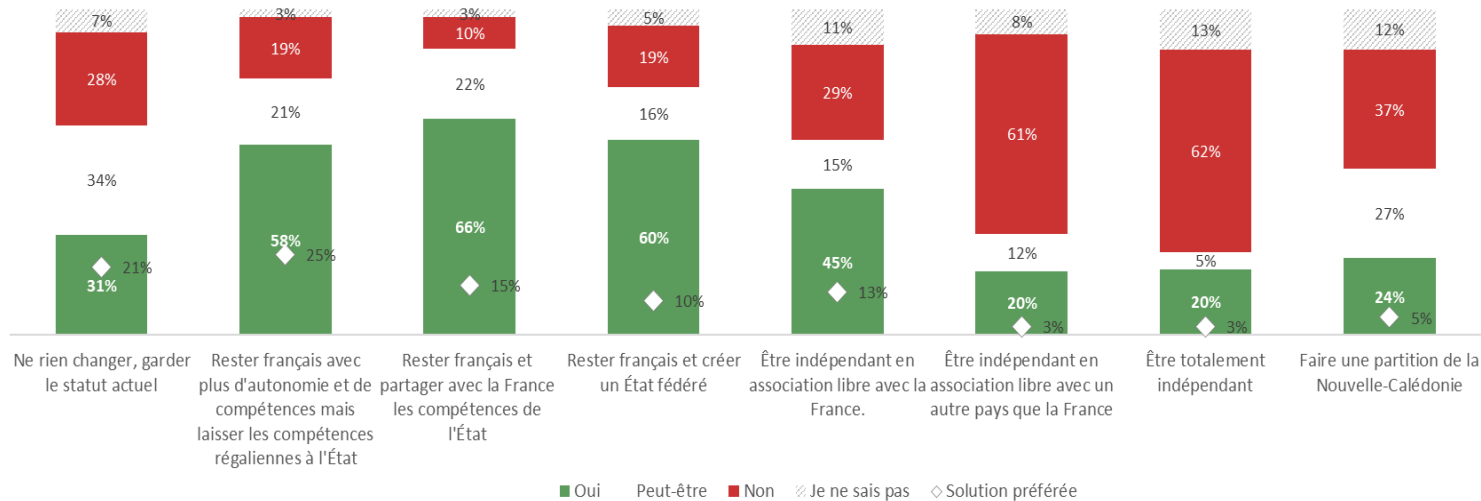
Vision de la société calédonienne demain

49% sont pour une citoyenneté glissante (+), avec un nombre d'années de résidence de 12 ans pour accéder à la citoyenneté. 28% la voient ouverte, sans condition de résidence. 77% estiment que tous les calédoniens devront avoir les mêmes droits et 57% que tout le monde devrait pouvoir voter aux provinciales (33% réservé aux citoyens)

La revendication foncière, la période coloniale

59% estiment qu'il faut refermer le chapitre de la revendication des terres, même si 43% admettent qu'il n'est pas complètement réglé. Aucun ne souhaite que la France fasse un geste au nom du fait colonial.

Acceptabilité des solutions envisageables, solution préférée



Anticipations pour demain

57% souhaitent une solution consensuelle
62% attendent une implication plus importante de l'Etat (dont 37% un Etat force de proposition)
100% estiment que le lien avec la France est important (dont 58% qu'il est indispensable)

En cas d'indépendance

48% sont opposés à l'idée d'indépendance, 27% y sont favorables (les autres ne savent pas)
84% respecteraient le résultat du vote (-), 12% ne savent pas
37% pensent que leur situation serait moins bonne, 33% ne savent pas. 18% sont susceptibles de partir (+)
32% garderaient uniquement la nationalité française, 55% opteraient pour la double nationalité



Segment 3 : Le pivot – 35%

Caractéristiques sociodémographiques

76% nés en NC
68% habitent le Grand Nouméa
Ils représentent la diversité calédonienne (43% de kanak, 11% de Polynésiens, 11% de métis). La part d'Européens est cependant moins importante (21%)

Image de la France, sentiment d'appartenance

57% se sentent très fortement ou fortement français mais 83% se sentent très fortement ou fortement calédoniens (+). La vision qu'ils ont de la France reste positive mais se dégrade sur plusieurs indicateurs (Impartialité, pillage des ressources. La France devrait également réparer les effets de la colonisation selon eux (73%) (+)

Indicateurs de confiance, sujets de préoccupation

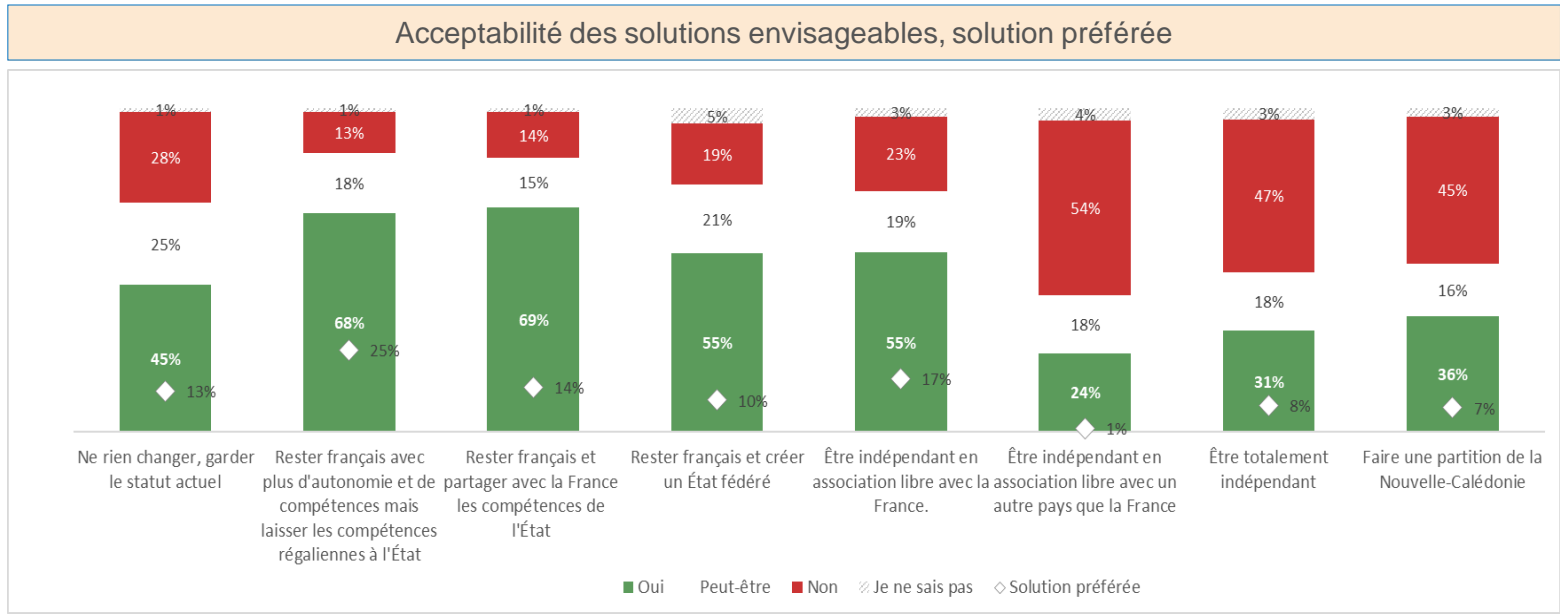
43% sont inquiets concernant leur situation personnelle et professionnelle et 62% concernant l'avenir et le développement de la Nouvelle Calédonie (+). Leurs trois préoccupations principales sont la sécurité (+), la pauvreté et le pouvoir d'achat (+), la santé et le système de protection sociale (+)

Vision de la société calédonienne demain

45% sont pour une citoyenneté glissante (+), avec un nombre d'années de résidence de 12 ans pour accéder à la citoyenneté. 37% la voient ouverte, sans condition de résidence. 76% estiment que tous les calédoniens devront avoir les mêmes droits et 58% que tout le monde devrait pouvoir voter aux provinciales (41% réservé aux citoyens)

La revendication foncière

62% estiment qu'il faut refermer le chapitre de la revendication des terres, même si 51% admettent qu'il n'est pas complètement réglé. La totalité souhaite que la France fasse un geste en ce qui concerne la période coloniale. Il serait à destination du peuple autochtone (73%) et des victimes de l'histoire (70%) (+)



Anticipations pour demain

57% souhaitent une solution consensuelle
75% attendent une implication plus importante de l'Etat (dont 42% un Etat force de proposition)
100% estiment que le lien avec la France est important (dont 53% qu'il est indispensable)

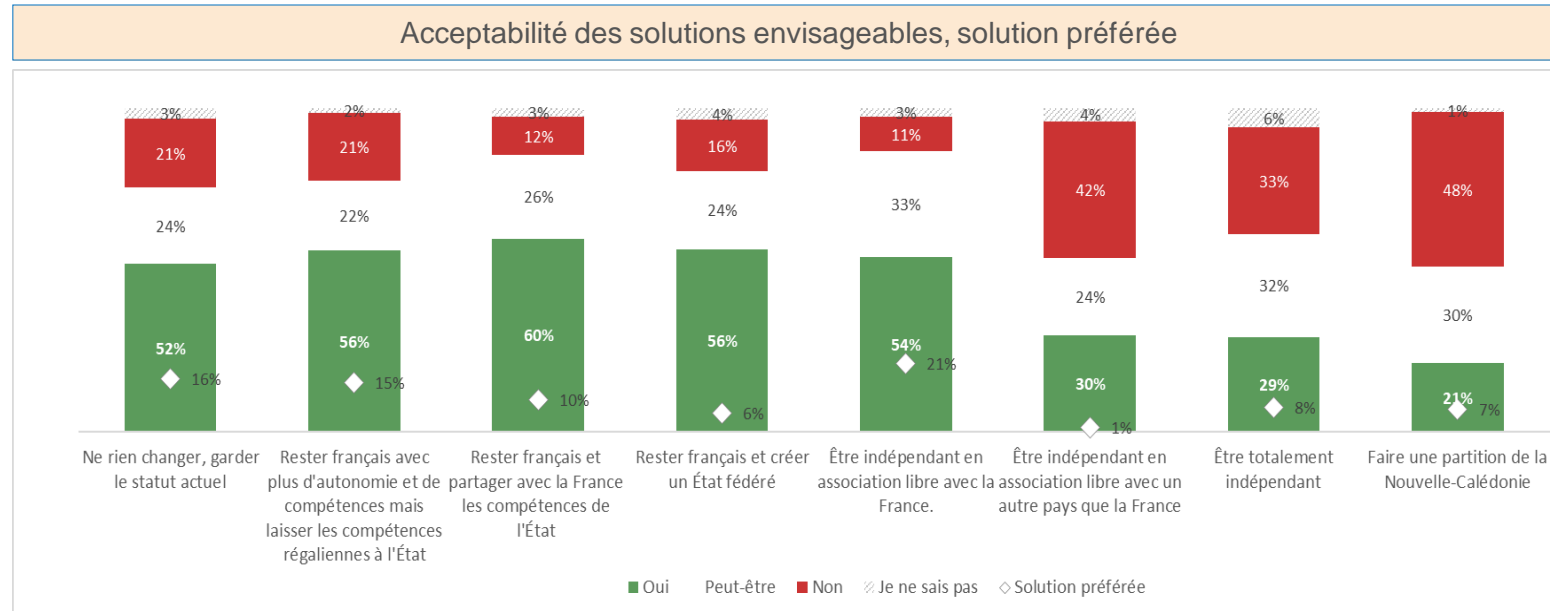
En cas d'indépendance

37% sont opposés à l'indépendance, 30% sont favorables. 95% respecteraient le résultat du vote (+). 38% pensent que leur situation serait moins bonne, 35% qu'elle sera identique. 11% sont susceptibles de partir
67% opteraient pour la double nationalité, 20% garderaient uniquement la nationalité française
C'est un groupe qui, en cas d'indépendance, attend que la France continue à assumer la quasi-totalité des compétences qu'elle exerce actuellement.



Segment 4 : Les jeunes femmes indépendantistes modérées – 6,4%

<p>Caractéristiques sociodémographiques</p>	<p>Image de la France, sentiment d'appartenance</p>	<p>Indicateurs de confiance, sujets de préoccupation</p>	<p>Vision de la société calédonienne demain</p>	<p>La revendication foncière</p>
<p>72% sont des femmes (+) 61% ont moins de 40 ans (+) 51% sont des kanak 38% sont des inactifs 50% relèvent du statut civil coutumier 16% votent aux Iles Loyauté</p>	<p>Ce groupe a une vision positive de la France sur des notions de solidarité. Elles reconnaissent aussi le caractère protecteur de la France. Toutefois, elles estiment que la France pille les ressources de la Nouvelle Calédonie. D'autre part, être français en Nouvelle Calédonie n'est pas une garantie du respect des droits et des libertés.</p>	<p>Leur perception est équilibrée (autant de confiants que de pas confiants), tant pour leur situation personnelle et professionnelle que pour l'avenir de la Nouvelle Calédonie. Leurs trois préoccupations principales sont le système scolaire (+), la santé (+), la situation économique (+)</p>	<p>45% sont pour une citoyenneté glissante (+), avec un nombre d'années de résidence de 16 ans pour accéder à la citoyenneté. 33% la voient ouverte, sans condition de résidence. 71% estiment que tous les calédoniens devront avoir les mêmes droits mais 13% souhaitent favoriser les kanak. Pour l'accès aux élections provinciales, ils sont partagés.</p>	<p>43% estiment que les litiges fonciers ne sont pas réglés et qu'il faut le faire La totalité souhaite que la France fasse un geste en ce qui concerne la période coloniale. Il serait à destination du peuple autochtone (58%) et des victimes de l'histoire (59%)</p>



Anticipations pour demain

51% souhaitent une solution consensuelle
76% attendent une implication plus importante de l'Etat (dont 45% un Etat force de proposition)
100% estiment que le lien avec la France est important (dont 47% qu'il est indispensable)

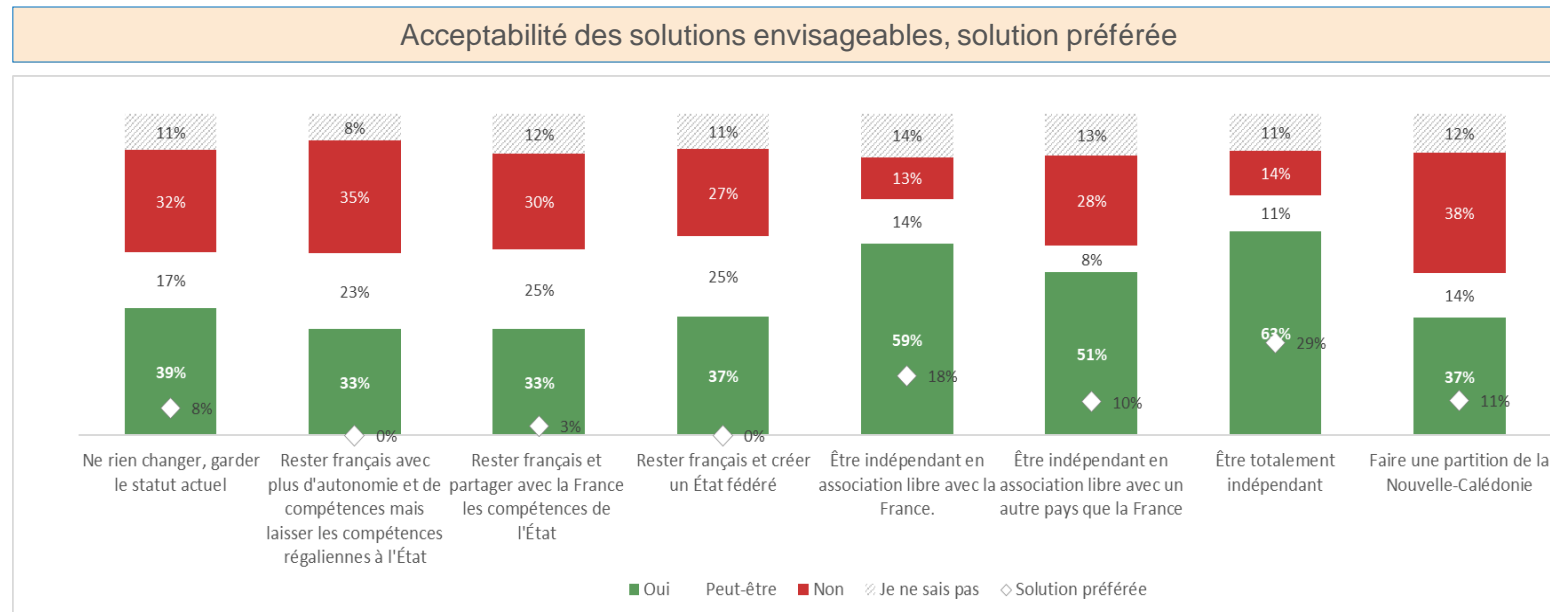
En cas d'indépendance

20% sont opposés à l'indépendance, 35% sont favorables
95% respecteraient le résultat du vote (+). 55% pensent que leur situation ne changera pas (+), 24% pensent que leur situation serait moins bonne (-), 35% qu'elle sera identique. 6% sont susceptibles de partir
66% opteraient pour la double nationalité, 17% garderaient uniquement la nationalité française



Segment 5 : Les partisans de la rupture – 5,9%

<p>Caractéristiques sociodémographiques</p>	<p>Image de la France, sentiment d'appartenance</p>	<p>Indicateurs de confiance, sujets de préoccupation</p>	<p>Vision de la société calédonienne demain</p>	<p>La revendication foncière</p>
<p>77% sont de statut civil coutumier (+) 39% habitent en tribus (+) 30% sont des kanak de moins de 30 ans 39% sont inactifs</p>	<p>Leur vision de la France est clairement négative. Ils perçoivent de manière très négative la colonisation de la Nouvelle Calédonie. Le seul bénéfice perçu concernant la France est de pouvoir voyager sans visa grâce au passeport. 41% ne se sentent pas français</p>	<p>55% sont confiants dans leur situation personnelle et professionnelle (+). Ils sont autant de confiants que de pas confiants dans l'avenir et le développement de la Nouvelle Calédonie. Leurs sujets de préoccupation sont moins marqués que pour les autres groupes. On retrouve cependant le système scolaire et la santé.</p>	<p>28% pensent que seuls les kanak doivent être citoyens (+) et 18%, seuls ceux nés en Nouvelle Calédonie. 24% pensent que les kanak doivent diriger le pays (+) et 36% qu'ils doivent avoir une place à part (+)</p>	<p>34% estiment que les litiges fonciers ne sont pas réglés et qu'il faut le faire 77% souhaitent que la France fasse un geste en ce qui concerne la période coloniale. Il serait à destination du peuple autochtone (52%) et des victimes de l'histoire (48%)</p>



Anticipations pour demain

60% veulent faire le 3^{ème} référendum, dont 25% sans discussions préalables (+)
42% veulent que l'Etat soit neutre (+)
76% estiment que le lien avec la France n'est pas important (+)

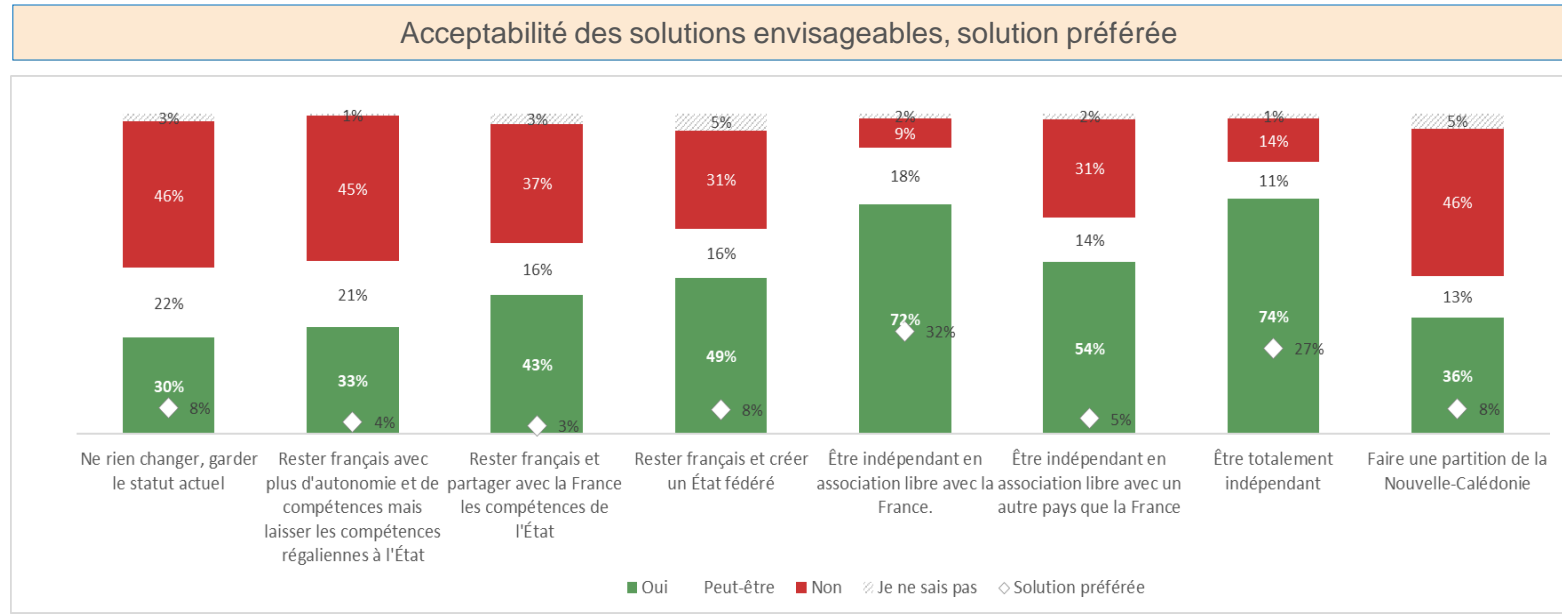
En cas d'indépendance

60% sont favorables à l'indépendance (+), dont 45% immédiatement
90% respecteraient le résultat du vote (+). 55% pensent que leur situation ne changera pas (+), 26% qu'elle sera meilleure (+), 51% opteraient pour la double nationalité, 36% opteraient uniquement pour la nationalité du nouveau pays



Segment 6 : L'indépendance immédiate mais en partenariat avec la France – 14%

<p>Caractéristiques sociodémographiques</p> <p>57% ont moins de 40 ans (+), 42% votent dans le Nord Est ou aux Loyauté (+)</p> <p>76% sont de statut civil coutumier (+)</p> <p>36% habitent en tribus (+)</p> <p>33% sont inactifs (+), 39% des employés ou des ouvriers (+)</p>	<p>Image de la France, sentiment d'appartenance</p> <p>Leur vision de la France est dégradée sur la plupart des thématiques évaluées.</p> <p>38% ne se sentent pas français</p>	<p>Indicateurs de confiance, sujets de préoccupation</p> <p>65% ont confiance dans leur situation personnelle (+) et professionnelle et 54% dans l'avenir et le développement de la Nouvelle Calédonie (+)</p> <p>Leurs trois préoccupations principales concernent le système scolaire (+), la santé (+) et l'indépendance (+)</p>	<p>Vision de la société calédonienne demain</p> <p>38% estiment que tout le monde doit pouvoir devenir citoyen calédonien, 36% estiment que l'on doit avoir une certaine durée de résidence (13 ans)</p> <p>62% estiment que tout le monde doit avoir les mêmes droits (+) et 25% que l'on doit favoriser les natifs</p>	<p>La revendication foncière</p> <p>50% pensent qu'il faut régler les litiges fonciers restants, 36% qu'il faut clore ce chapitre.</p> <p>90% souhaitent que la France fasse un geste en ce qui concerne la période coloniale. Il serait à destination du peuple autochtone (72%) et des victimes de l'histoire (53%)</p>
--	--	--	---	--



Anticipations pour demain

68% veulent faire le 3^{ème} référendum, dont 27% sans discussions préalables (+)

42% veulent que l'Etat soit neutre (+)

99% estiment que le lien avec la France est important (dont 16% qu'il est indispensable)

En cas d'indépendance

74% sont favorables à l'indépendance (+), dont 38% immédiatement et 39% dans les 10 ans qui viennent

90% respecteraient le résultat du vote (+). 54% pensent que leur situation ne changera pas (+), 22% qu'elle sera meilleure (+), 56% opteraient pour la double nationalité, 40% opteraient uniquement pour la nationalité du nouveau pays



Acceptabilité des solutions institutionnelles envisagées, mise en perspective

Pour aller plus loin, nous avons mis en perspective l'acceptabilité des solutions envisagées. Au-delà du simple chiffre détaillant le niveau d'acceptation, la question est de savoir si ce résultat est homogène ou pas. En effet, selon les solutions proposées, les résultats peuvent varier plus ou moins fortement d'un groupe à l'autre.

Nous sommes donc partis des 6 segments homogènes identifiés. En effet, au sein de chaque segment, les comportements sont proches tandis qu'ils diffèrent d'un segment à l'autre. Pour chaque segment, nous avons identifié la valeur moyenne d'acceptation d'un critère donné. Nous considérons un coefficient de 1 lorsque la réponse est « Oui, solution acceptable » et un coefficient de 0,5 lorsque la réponse est « peut-être ».

Pour l'item « Rester sur le statut actuel », On obtient les séries suivantes :

- Global : 57%
- Segment 1 (les calédoniens qui se sentent français) : 65%
- Segment 2 (les femmes autonomistes) : 48%
- Segment 3 (le pivot) : 58%
- Segment 4 (les jeunes femmes indépendantistes modérées) : 64%
- Segment 5 (les partisans de la rupture) : 48%
- Segment 6 (L'indépendance en partenariat, mais avec la France) : 41%

Nous calculons ensuite la variance des résultats entre les groupes puis nous inversons le résultat. Ainsi, plus la valeur obtenue est élevée et plus les données sont homogènes entre les groupes. Inversement, une valeur faible traduit une forte hétérogénéité entre les groupes.



Acceptabilité des solutions envisagées, mise en perspective

Nous obtenons le graphique ci-dessous. Il apparait, par rapport aux 3 groupes de solutions qui se dégagent précédemment (slide 57), que certaines sont plus homogènes que d'autres dans les réponses attribuées par les différents segments.

